



Cycle d'ateliers autour du réemploi dans la construction



Atelier 2 | Comment bien intégrer le réemploi dans la commande publique et comment bien répondre à cette nouvelle demande?



Atelier 1

Quels enjeux pour le réemploi dans le bâtiment et quels premiers retours d'expériences ?

Atelier 2

Comment bien intégrer le réemploi dans la commande publique et comment bien répondre à cette nouvelle demande?

Atelier 3

Quelle offre sur le territoire ?





Introduction

Nathalie Chaline

Vice-présidente

Eau et assainissement, économie des transitions et alimentation durable

Mickaël Kernéis

Vice-Président du Pôle Métropolitain du Pays de Brest

Transition écologique



Déroulé de ce deuxième atelier



- 09h30: [Introduction](#)
- 09h35 : Retour sur l'atelier 1 – Les freins et leviers identifiés autour du réemploi
- 09h45: Intervention Elisabeth Gelot, avocate du cabinet SKOV - Droit de l'Economie Circulaire
- 10h15: Intervention Pierre-Luc Legoff, référent technique réemploi
- 10h40 : Intervention Anne-Claire Jestin Chargée de mission analyse cycle de vie des matériaux – Service Architecture - Direction aménagement et déplacement - Saint Brieuc Armor Métropole
- 11h00: Serious Game
- 11h30 : Restitution
- 11h55 : Les outils à disposition des collectivités
- 12h10 : [Conclusion matinée](#)



Atelier 2 | Comment bien intégrer le réemploi dans la commande publique et comment bien répondre à cette nouvelle demande?



Phase 1 : Retours sur les freins et leviers identifiés durant l'atelier 1



Les freins identifiés au cours du premier atelier

Techniques / Normatifs

- Contraintes liées à la RE2020, ERP, PMR, feu, acoustique
- Manque de caractérisation et de traçabilité des matériaux
- Absence de qualification spécifique pour certains matériaux réemployés

Logistiques

- Manque de surface de stockage
- Difficulté à intégrer des espaces tampons sur chantier
- Allongement des délais liés à la préparation et à la logistique

Organisationnels

- Mauvaise coordination entre acteurs (MOA, MOE, entreprises, usagers)
- Difficulté à intégrer de nouveaux acteurs dans des projets déjà cadrés

Economiques

- Coût de la dépose soignée, de l'accompagnement ou de l'AMO
- Absence de financement fléché ou de subventions claires

Réglementaires / Assurantiels

- Flou sur les responsabilités (qui valide ? qui garantit ?)
- Blocage perçu des bureaux de contrôle ou assureurs

Culturels / Psychologiques

- Réticence des entreprises (peur de l'assurance / responsabilité)
- Acceptabilité limitée du réemploi (image du "déjà utilisé")

Les leviers identifiés au cours du premier atelier

Opérationnels

- Création d'espaces de stockage (tiers-lieux, temporaire)
- Intégration précoce de l'AMO et du bureau de contrôle
- Aide au diagnostic, hiérarchisation des freins

Financiers

- Subventions fléchées
- Réflexion sur les gains globaux (coût évité, impact carbone)

Organisationnels

- Mobilisation de collectifs ou d'écosystèmes territoriaux
- Concertation entre maîtrise d'ouvrage, usagers et acteurs techniques

Réglementaires

- Clarification des responsabilités dès l'appel d'offre
- Intégration du réemploi dans les clauses (CCTP, marchés globaux)

Culturels / Pédagogiques

- Sensibilisation des élus, entreprises, concepteurs
- Valorisation des bénéfices environnementaux et sociaux



Intervention

Elisabeth GELOT

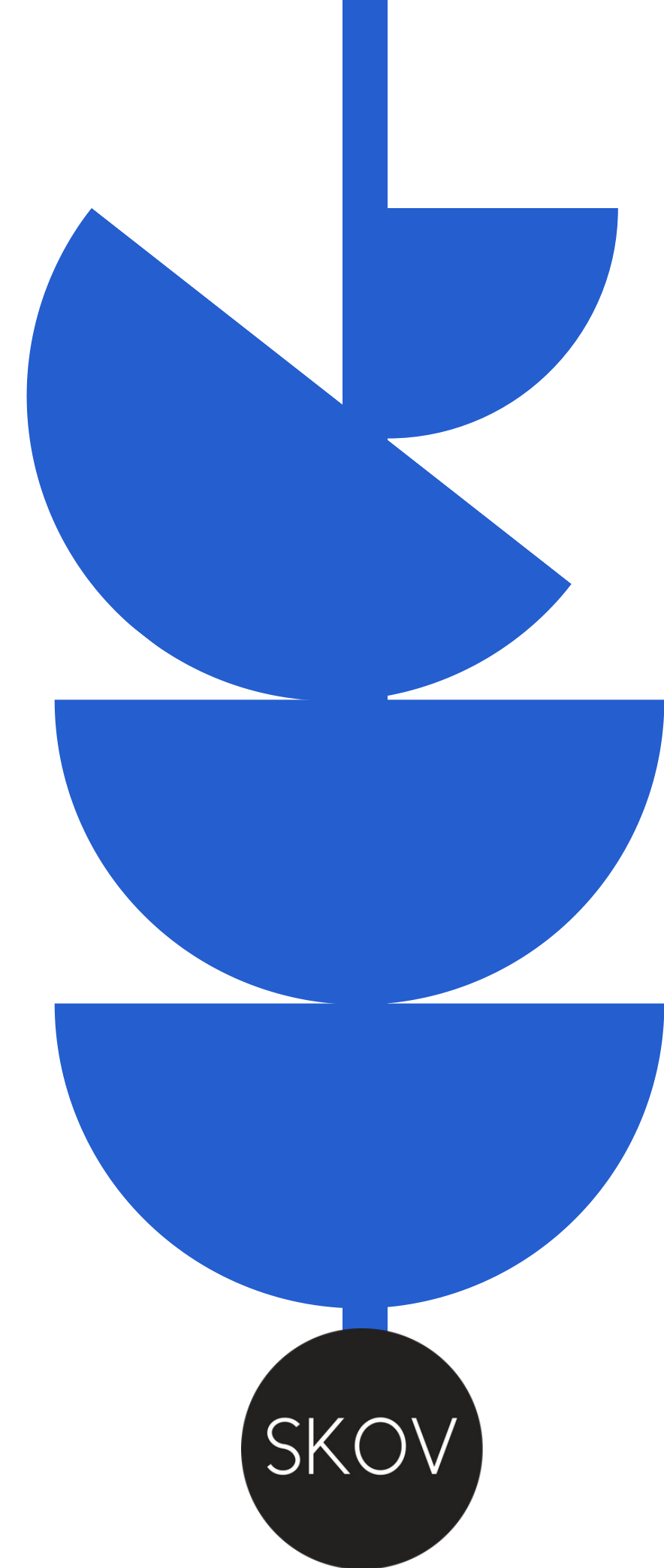
Avocate Associée – Cabinet SKOV

Droit de l'Economie Circulaire

Réemploi

Pourquoi c'est
obligatoire ?
Comment faire
dans le cadre des
marchés publics ?

Novembre 2025

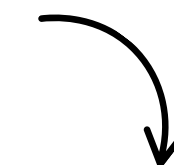




ELISABETH GELOT
AVOCATE ASSOCIEE
DROIT DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE



Deux manières de suivre l'actualité juridique
autour de l'économie circulaire



Notre newsletter

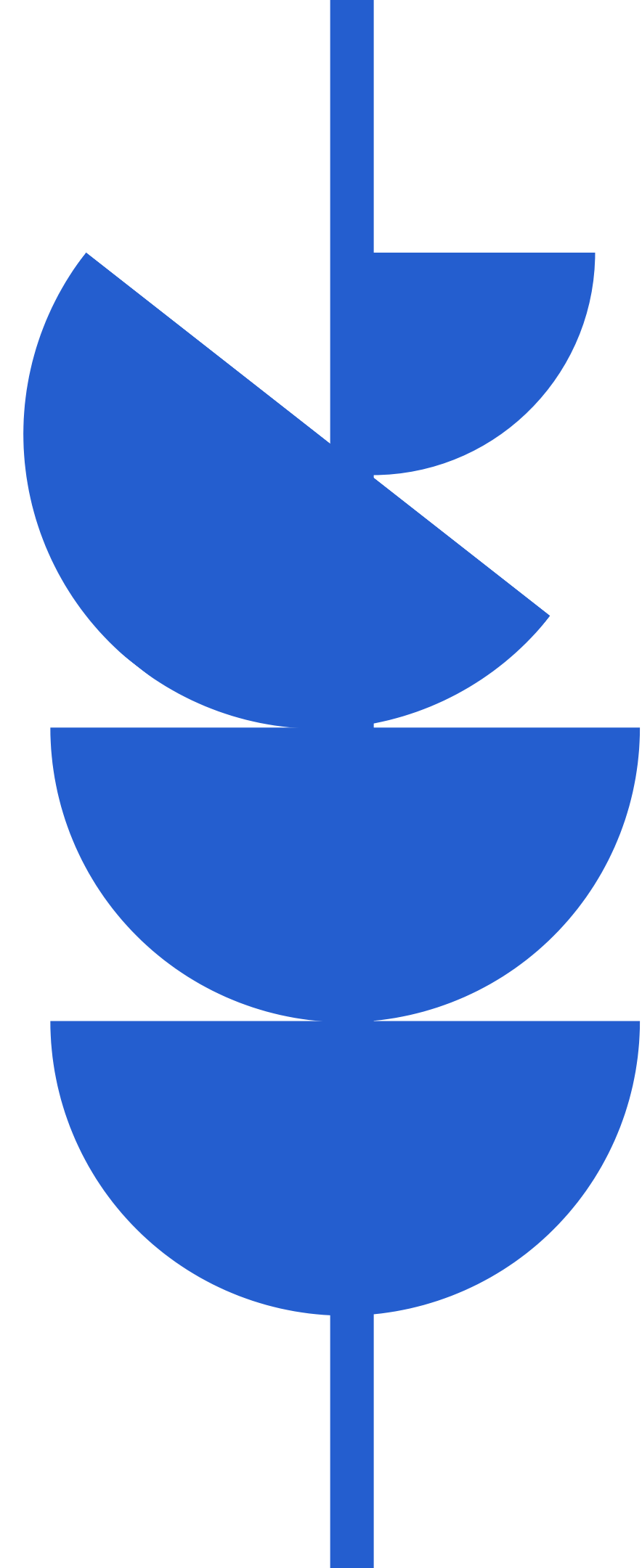


Programme

Le réemploi est une obligation légale
Comment l'intégrer dans les marchés publics ?

SKOV

Les obligations légales en matière de réemploi



**L'obligation d'identifier les matériaux
réemployables et de les extraire dans le
cadre des chantiers de déconstruction
ou de réhabilitation**

EVITER LA PRODUCTION DE DECHETS ET PRIVILÉGIER LES SOLUTIONS DE PROXIMITÉ

Tout les acteurs économiques ont l'obligation de privilégier la prévention de déchets, **notamment via le réemploi et la réparation**, en privilégiant des solutions de proximité 



Le code de l'environnement prévoit l'obligation de prévenir les déchets conformément au **principe de proximité** :

« Le principe de proximité (...) consiste à **assurer la prévention** et la gestion des déchets **de manière aussi proche que possible de leur lieu de production** et permet de répondre aux enjeux environnementaux tout en **contribuant au développement de filières professionnelles locales et pérennes**. ».

A rappeler dans votre appel d'offres pour que les candidats proposent des solutions de réemploi conformes à cette exigence.

Vous pouvez fournir à titre indicatif une cartographie des acteurs de la prévention et de la gestion des déchets à proximité du chantier.

Articles L. 541-1, L. 541-1-1 et L. 541-2-1 du
code de l'environnement

ET *THEORIQUEMENT*, IL Y A DES SANCTIONS

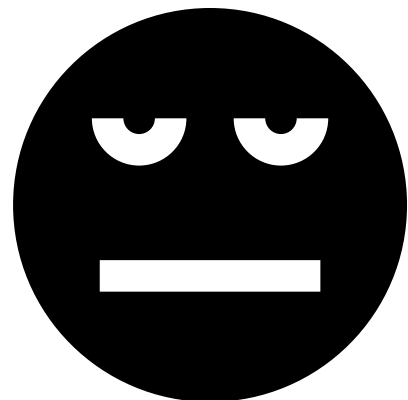
Envoyer au recyclage ou à l'enfouissement des déchets qui pourraient être réutilisés correspond à l'infraction prévue à l'**article L. 541-46 du code de l'environnement** :

“ I. – Est puni de **quatre ans d'emprisonnement et de 150 000 euros** d'amende le fait de :
(...)

8° Gérer des déchets sans satisfaire aux prescriptions concernant les caractéristiques, les quantités, les conditions techniques et financières de prise en charge des déchets et les procédés de traitement mis en œuvre fixées en application des articles L. 541-2, L. 541-2-1, (...)”

**MAIS PAS DE
JURISPRUDENCES
À CE JOUR**





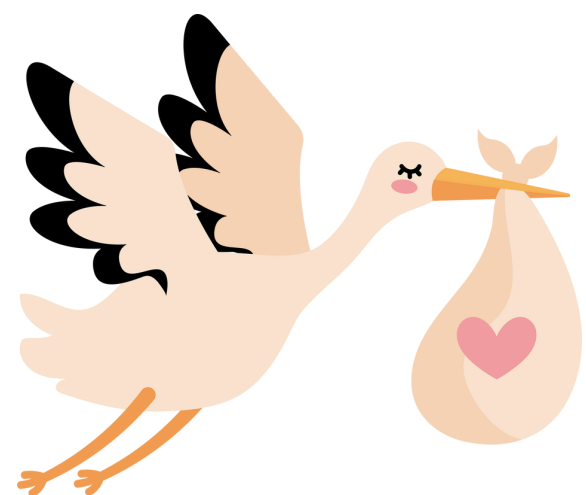
**COMME PERSONNE NE RESPECTE CETTE
VIEILLE OBLIGATION,**

la



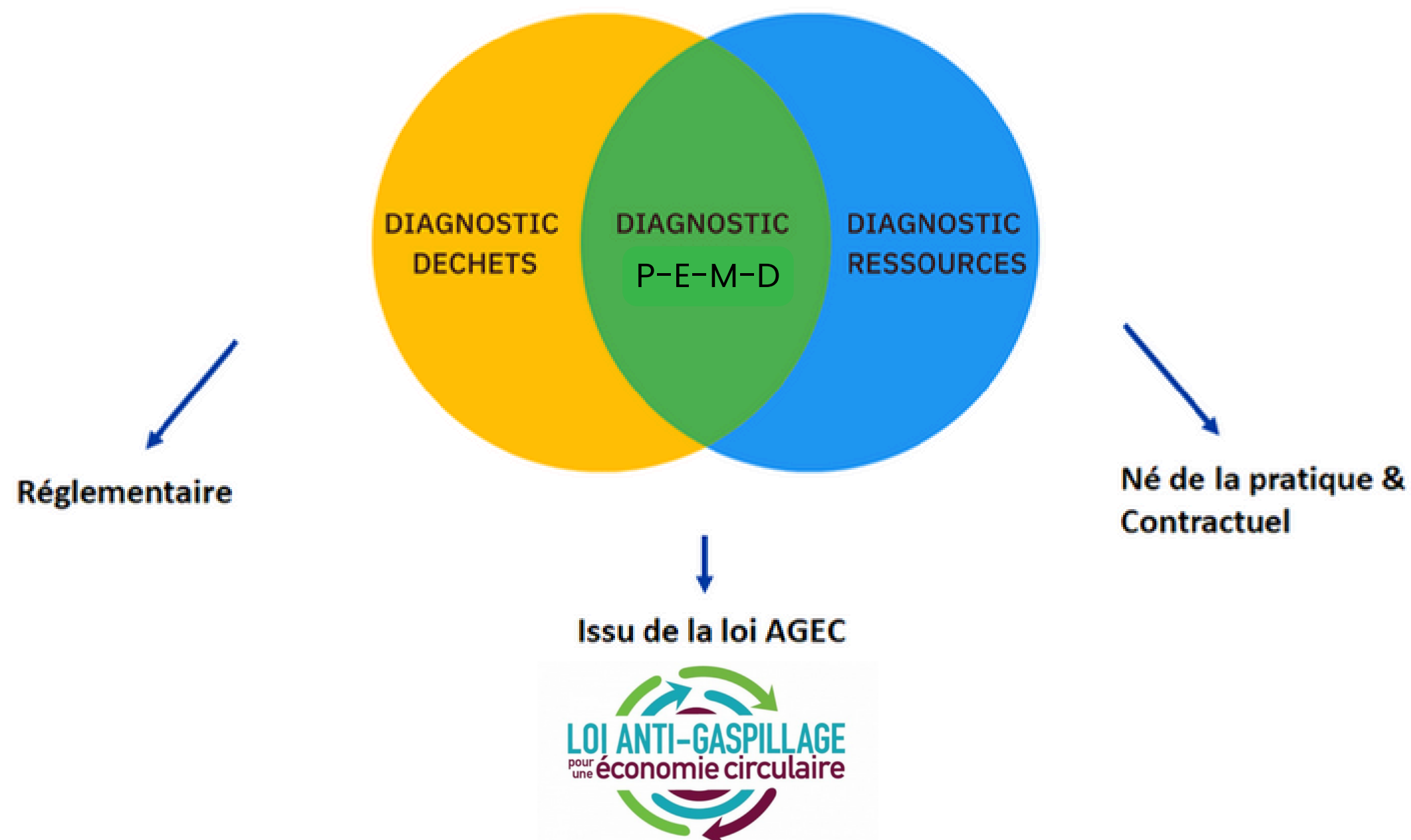
**est venue “renover” le *diagnostic déchets*
des bâtiments pour en faire un outil pratique
de mise en conformité avec cette obligation,**

**dans le cas des démolitions mais aussi des
rénovations significatives**



C'EST AINSI QU'EST NÉ LE **DIAGNOSTIC PEMD** "PRODUITS, ÉQUIPEMENTS MATERIAUX DECHETS"

Une mutation du diagnostic déchets inspirée de la pratique...



ET IL Y A UNE SANCTION :

une amende de 45 000 € pour

« les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou toute autre personne responsable de l'exécution de travaux », qui méconnaîtraient les dispositions relatives au diag PEMD (article L. 183-4 du CCH).



Conseils pour les AO Diagnostic PEMD



Ajouter parmi les spécifications l'évaluation de la valeur de marché des matériaux de réemploi.

La réglementation impose au diagnostic de fournir uniquement « Des indications sur (...) les conditions techniques et économiques prévues pour permettre [le réemploi des matériaux] » (art. R. 126-11 CCH).

La notice du formulaire de diagnostic PEMD diffusée par le Ministère est venue préciser cette notion de « *conditions économiques* » pour permettre le réemploi des produits, équipements et matériaux.

L'indication de la valeur de marché n'est pas une information prévue de manière suffisamment expresse.

Elle est néanmoins indispensable pour les MOA publics soumis au Code général de la propriété des personnes publiques en vue de la cession des matériaux par la suite, il est donc nécessaire de la spécifier dans la commande du diagnostic PEMD.

Rappeler qu'une bonne connaissance des filières locales de réemploi est attendue

pour que le diagnostic préconise des conditions techniques et économiques de réemploi conformes au principe de proximité (art. L. 541-1 et L. 541-2 c. env.).

Exiger une déclaration sur l'honneur que le candidat n'a aucun lien de nature capitalistique, commerciale ou juridique sur l'opération objet du marché avec une entreprise pouvant effectuer tout ou partie des travaux de démolition ou réhabilitation qui soit **de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance** (afin d'éviter tout recours d'un candidat évincé s'agissant du respect de cette condition légale) (art. L. 126-34 CCH)

Si le diagnostic PEMD est confié à la maîtrise d'oeuvre (démolition), il conviendra de bien distinguer dans le marché, sur les plans technique et financier :

- la mission de maîtrise d'oeuvre, et notamment la mission d' « étude de diagnostic » (arrêté du 22 mars 2019, NOR : ECOM1830228A) ;
- et la mission de diagnostic PEMD prévue par le code de la construction et de l'habitation.

**L'obligation de veiller au recours à des
matériaux de réemploi dans la
construction**



“

Dans le domaine de la construction ou de la rénovation de bâtiments, [la commande publique] prend en compte les exigences de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et de stockage du carbone et **veille au recours à des matériaux de réemploi** ou issus des ressources renouvelables.

”

Code de l'environnement
Section 4 : Performance environnementale de la commande publique
Article L.228-4 (modifié par la loi relative à l'économie circulaire)

OBLIGATION DE RESPECTER LA RE2020 POUR LES CONSTRUCTIONS NEUVES

RE2020

Impact nul des matériaux de réemploi dans l'ACV de la construction

La méthodologie publiée au JORF 15 août 2021 prévoit que :

« **Convention liée à l'utilisation de composants issus du réemploi ou de la réutilisation**

Les composants (produits de construction ou équipements) issus du réemploi ou d'une opération de réutilisation (c'est-à-dire employés une nouvelle fois, pour un usage identique ou un nouvel usage, dans le même ou un autre bâtiment, sans retraitement hormis des opérations de reconditionnement, nettoyage ou réparation) sont considérés comme n'ayant aucun impact. Les valeurs des impacts pour tous les modules du cycle de vie sont donc nuls. Cependant, les impacts environnementaux des produits complémentaires nécessaires à la mise en oeuvre des composants issus du réemploi ou de la réutilisation doivent être comptabilisés. »



DEPUIS 1ER JANVIER 2025 :

Renforcement des exigences - abaissement des seuils carbone à respecter

Evolution de l'indicateurs IC Construction (impact carbone des produits et équipements de la construction y compris leur mise en œuvre en chantier également sur 50 ans).

LOI CLIMAT – OBLIGATION D'INSÉRER DES SPÉCIFICATIONS, CRITÈRES ET CONDITIONS D'EXÉCUTION ENVIRONNEMENTAUX

Les spécifications techniques des travaux, fournitures ou services "prennent en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale" (article L2111-2 du code de la commande publique)

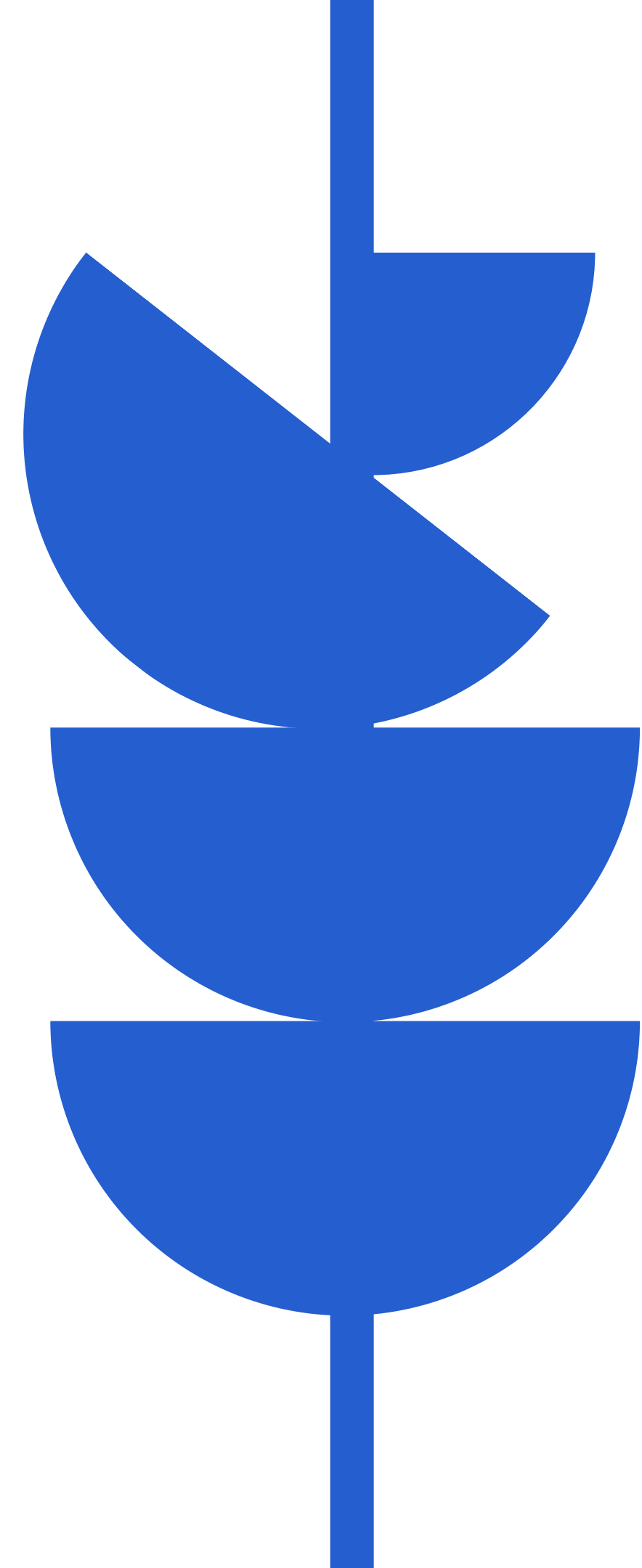
Au moins un des critères d'attribution prend en compte les caractéristiques environnementales de l'offre (article L.2152-7 du CCP)

Les conditions d'exécution prennent en compte des considérations relatives à l'environnement (article L.2112-2 CCP)



Août 2026

Les solutions
de prescription
qui ont fait
leur preuve



Anticiper le sujet assurantiel

Prescrire dans le cadre de la commande publique

CE QUE VEULENT LES ASSUREURS



Déclaration spontanée de l'assuré en cas de réemploi
✓ (permet de résoudre le problème des **statistiques**)

Pour s'aménager un **recours récursoire** / **partager l'addition** en cas de sinistre et **réduire** le risque de défautuosité du matériau et donc la **probabilité du sinistre**, les assureurs vont parfois conditionner le réemploi à :

✓ **Requalification technique dans le cadre du projet**

- l'intervention d'**autres intervenants** pour "**requalifier**" les matériaux (qui ne soit ni le MOE ni l'entreprise de travaux), assuré en décennal (type BET)
- un avis favorable d'un **bureau de contrôle** – qui lui même peut être amené à demander des tests pour valider les matériaux

✓ **Requalification par un fournisseur (reconditionnement)**

Les filières du reconditionnement et du remanufacturage permettent de fournir des matériaux similaires aux neufs. Les acteurs du reconditionnement ayant une activité standardisée (industrielle) ils bénéficient d'une assurance similaire à celle d'un fabricant de matériaux neufs.

Bonnes pratiques

à défaut de produits reconditionnés /remanufacturés disponibles localement

MOA - Dans les **AO Dommages-ouvrages**, intégrer le réemploi (présenter le cadre, exiger sa couverture)

Pour les accords-cadres déjà en cours, faites évoluer la police pour obtenir l'intégration d'une liste de matériaux de réemploi inertes et dissociables qui peuvent être réemployés sans risque pour l'assureur / intégrer le réemploi dans **l'AO du Bureau de contrôle**

Pour les architectes, la MAF couvre les projets incluant des matériaux de réemploi - une attestation annuelle d'assurance peut être présentée

Pour les **autres constructeurs** (entreprises de travaux ou BET), vérifiez si vous êtes couvert (notamment si vous êtes limités aux techniques courantes), et dans la négative ou en cas de doute, faites une déclaration spontanée pour travailler sur une liste et un protocole à annexer à votre police

Pour les revendeurs de matériaux, attention vous pouvez être tenu in fine d'un sinistre. Investissez dans un **contrat de vente adéquat** à défaut d'assurance, et orientez-vous vers le **reconditionnement** et la spécialisation pour obtenir une police d'assurance fabricant/négociant de matériaux à moyen terme.

**Quelles sont les stratégies de
prescription du réemploi qui ont
fait leur preuve en 2025 ?**



EN PHASE DE PROGRAMMATION :



OBJECTIF : INTÉGRER LE RÉEMPLOI DANS LE PROGRAMME ET L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

Ainsi, il sera pris en compte dans :

- Les **besoins** à satisfaire ;
- Les **objectifs** poursuivis ;
- Les **contraintes** ;
- Et les **exigences** du projet.



Dans le cadre de cette phase, le MOA va :



- **Acter** (politiquement) l'orientation vers le réemploi ;
- **Identifier** les opportunités en lien avec la filière sur le territoire ;
- **Vérifier** si un diagnostic PEMD est obligatoire ;
- **Définir** le besoin d'un AMO Réemploi et lancer la consultation qui peut inclure ;
 - Diagnostic PEMD et/ou Ressources ;
 - Définition de la stratégie de réemploi (sans imposer de solution technique pour laisser la place au concepteur, mais fixer des objectifs) ;
 - Appui pour l'élaboration des consultations (MOE / travaux) ;
 - Supervision de la démarche tout au long du projet (suivi notamment sur le chantier) ;
- **Faire réaliser** le diagnostic PEMD obligatoire et le cas échéant un diagnostic Ressources pour approfondir la caractérisation des matériaux et la stratégie de réemploi.

**En rouge, les solutions “win-win”
(gagnant-gagnant)
pour inscrire le réemploi dans l’appel
d’offres
tout en laissant la latitude aux
entreprises dans leur réponse**

DANS LES MARCHES DE MOE :



OBJECTIF : INTÉGRER LE RÉEMPLOI DANS LES MARCHES DE CONCEPTION

Le MOA peut se faire assister d'un AMO Réemploi pour la consultation.



En pratique, le MOA peut prescrire le réemploi de manière plus ou moins contrainte :

1 - **Exprimer** sa volonté / son **souhait** pour l'intégration de matériaux de réemploi et laisser les candidats proposer une réponse adéquate ou **proposer/exiger une variante intégrant du réemploi**.

2 - **Fixer** un **objectif chiffré et exiger des compétences dédiées** en matière de réemploi.

3 - **Intégrer** une **obligation de réemploi** précise et passer parallèlement un marché d'approvisionnement ou de sourcing pour bloquer les matériaux ou publier un AMI pour identifier d'ores et déjà des repreneurs intéressés.

Autres possibilités pour garantir une bonne intégration du réemploi par la maîtrise d'oeuvre :

Possibilité d'intégrer la réalisation du diagnostic PEMD / Ressources au marché de conception

Possibilité d'organiser un concours de maîtrise d'oeuvre même s'il n'est pas obligatoire avec un jury composé d'experts du réemploi

DANS LES MARCHES DE TRAVAUX (deconstruction ou réhabilitation) :



OBJECTIF : INTÉGRER LE RÉEMPLOI DANS LES MARCHES DE TRAVAUX POUR EXTRAIRE LES MATÉRIAUX

Trois questions principales :

**1° CESSION DES MATERIAUX DE REEMPLOI - QUE PREVOIR
DANS LE MARCHE ?**

2° FAUT-IL CREER UN LOT REEMPLOI ?

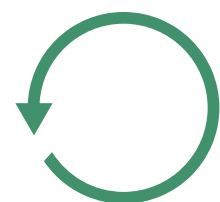
3° QUELS JUSTIFICATIFS DE TRACABILITE EXIGER ?

1° CESSIION DES MATERIAUX DE REEMPLOI – QUE PREVOIR DANS LE MARCHE ?

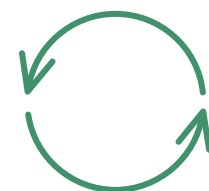
**Rappel : une fois identifiés et caractérisés
(via le diagnostic PEMD et/ou Ressource), les matériaux peuvent :**



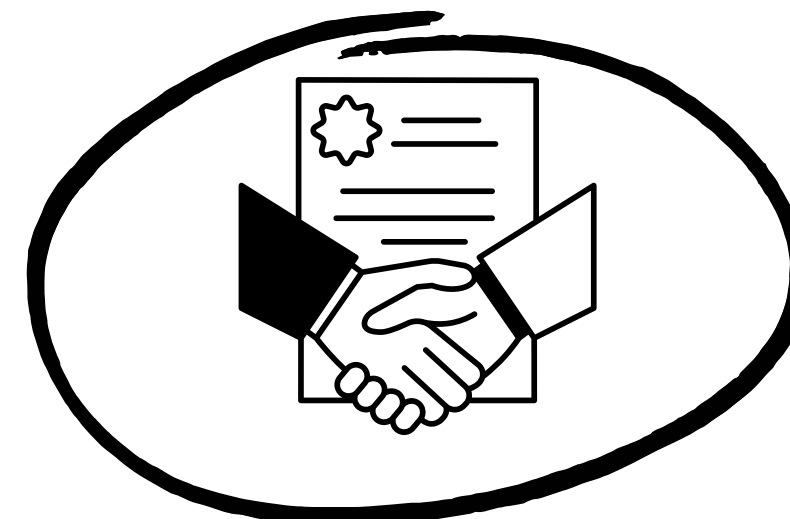
Etre destinés à un **réemploi in situ**, les enjeux sont essentiellement logistiques et il n'y a pas de cession



Être destinés à un **réemploi ex situ** sur une autre opération du même maître d'ouvrage, ce qui évite à nouveau la question de la cession



Être cédés à d'autres maîtres d'ouvrage ou professionnels de la construction pour un réemploi sur d'autres projets ou à des associations spécialisées

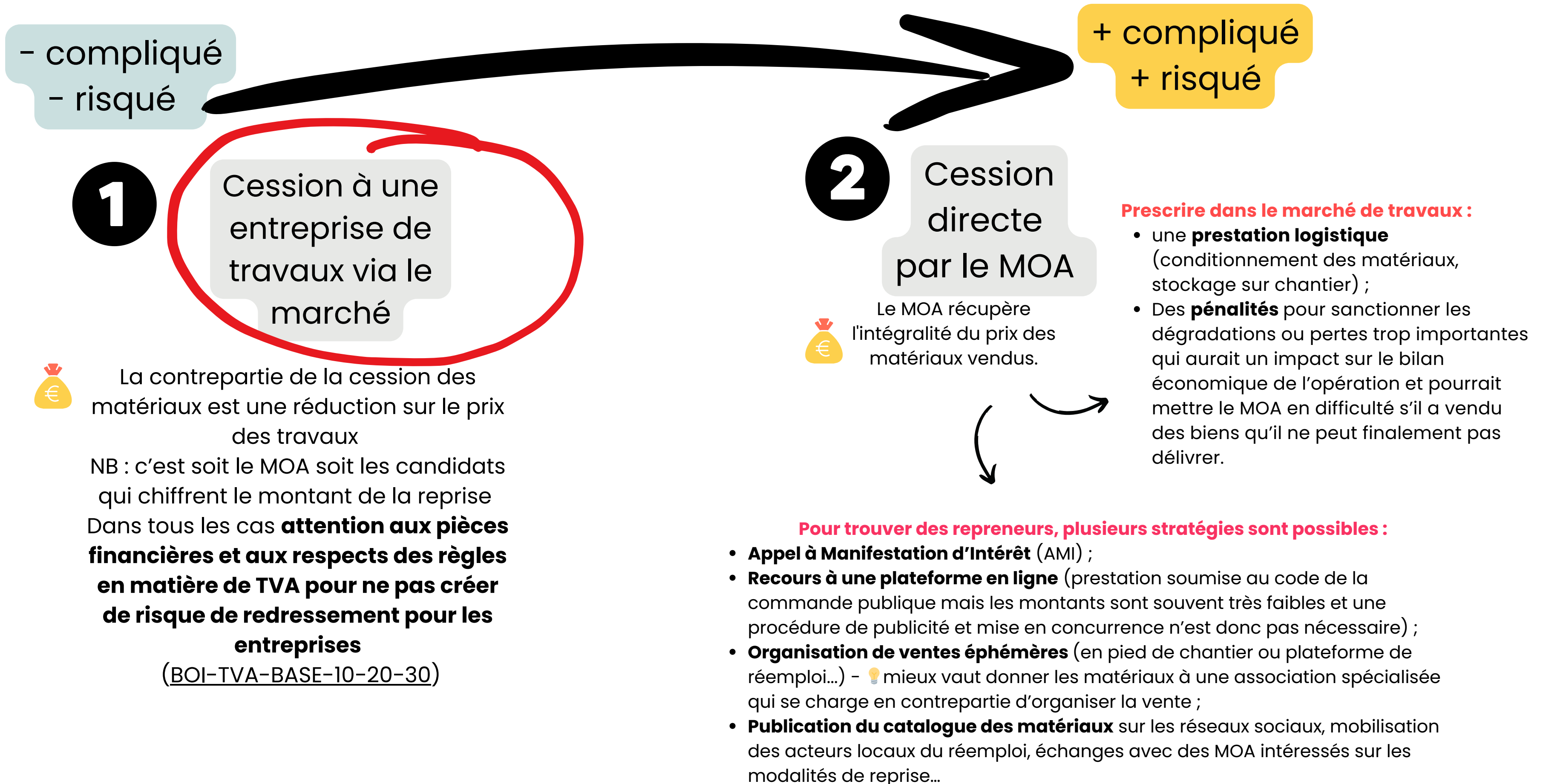


En termes de prescriptions, ces stratégies impliquent :
(1) une première prestation de dépose + stockage (avec ou sans transport).
(2) Puis une prestation pour la révision et la pose des matériaux (voire le retraitement / la recertification pour les matériaux sensibles).

Pour les MOA publics, se pose alors, la question :

1. des conditions et procédure de cession applicables pour les MOA Publics (CG3P)
2. et des modalités de cession et de leur implication sur les marchés à passer et sur la responsabilité du MOA

IL Y A DEUX PRINCIPALES SOLUTIONS DE CESSIION POUR LE MOA :



2° FAUT-IL CREER UN LOT REEMPLOI ?

Le MOA peut :

- soit créer un lot dédié aux prestations de réemploi,
- ou les intégrer dans les lots existants.

L'**obligation ou non d'allotir** sera à prévoir au regard de l'opération (ampleur des prestations de réemploi, types de matériaux, planning de l'opération, risque d'infructuosité, etc.).

La création d'**un lot 1 « Réemploi »** présente l'avantage de faciliter l'accès des **acteurs locaux de l'économie circulaire** à ces marchés, et peut être l'occasion d'opter pour un lot réservé aux acteurs de l'insertion qui proposent de plus en plus ce type de prestation.

L'**intégration des prestations liées au réemploi dans chaque lot métier** se justifie le plus souvent pour des **raisons techniques** (dépose du bois de charpente ou de tuiles ou d'ardoises par exemple). Le **Lot Curage** peut également se voir confier ces prestations, et dans ce cas ce lot est souvent soumis à une clause sociale d'insertion.

3° QUELS JUSTIFICATIFS DE TRACABILITE EXIGER ?

RAPPEL : il n'y a aucune obligation réglementaire de traçabilité pour les matériaux de réemploi.

Mais des bonnes pratiques sont à intégrer. Le MOA peut exiger :

-La **transmission dans le DOE d'un bilan du réemploi**

CONSEIL : prescrire la communication du « **Tableau 1 – Produits, équipements et matériaux (PEM) réemployés** » figurant dans le Cerfa diagnostic PEMD (simple mais complet et utile si le MOA doit lui-même le remplir ensuite) ;

-La transmission de **justificatifs liés à chaque lot réemployé hors du chantier** (contrat de vente, fiche de traçabilité, attestation de dépôt en point de reprise de la REP, etc.) ;

et **fixer des pénalités dissuasives** en cas de retard et défaut de transmission de ces éléments

(mieux vaut des pénalités sur la traçabilité que sur l'atteinte d'objectifs).

DANS LES MARCHES DE TRAVAUX (construction ou réhabilitation) :



**OBJECTIF : INTÉGRER LE RÉEMPLOI DANS LES MARCHES DE TRAVAUX
POUR RÉINTÉGRER LES MATÉRIAUX**

3 solutions principales pour prescrire la fourniture :

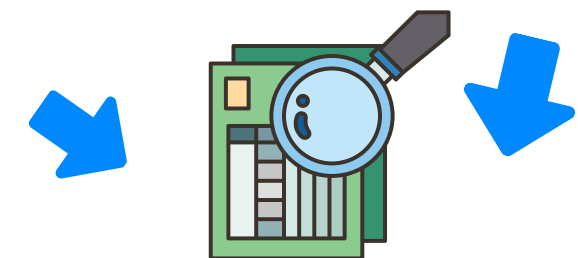
Fourniture des matériaux de réemploi **par chaque entreprise de travaux** (fourniture incluse dans les Lots Travaux)

Fourniture des matériaux par une entreprise spécialisée
Le sourcing et la fourniture des matériaux de réemploi font l'objet d'un Lot dédié (Lot dit "0") ou d'un accord-cadre passé en parallèle.

💡 Possibilité de recourir au dispositif des "marchés innovants" jusqu'à 100 000 € HT (Art. R. 2122-9-1 CPP) pour des achats qui répondent aux critères fixés par la DAJ (Guide pratique Achat public innovant)

Fourniture des matériaux **par le MOA**

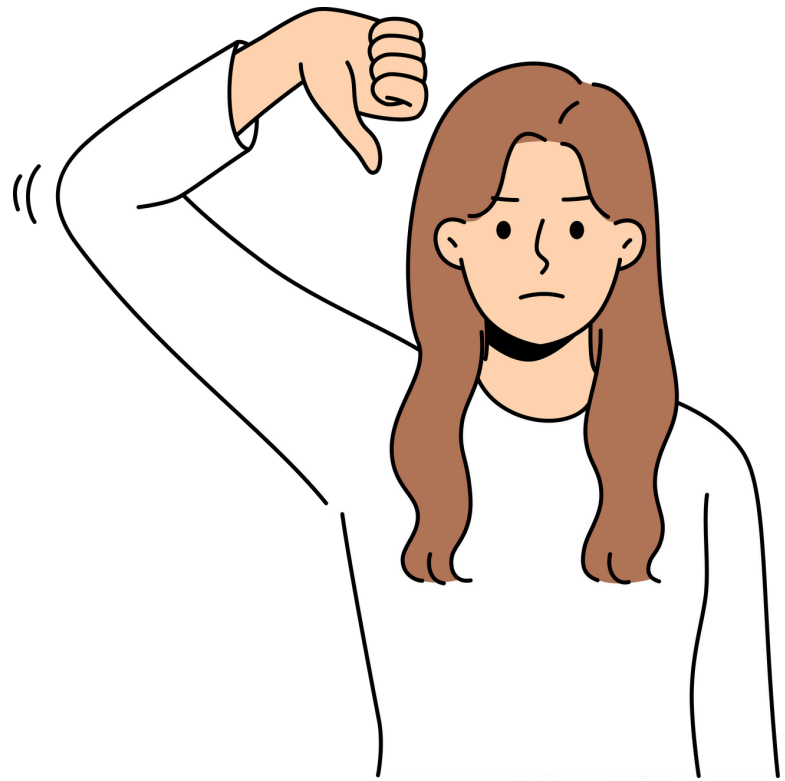
Il peut s'agir de stocks issus de ses propres chantiers ou le MOA peut être accompagné dans le cadre du sourcing par un AMO Réemploi



Dans la mesure où les entreprises sont responsables des matériaux qu'elles posent, il est indispensable d'aménager une **procédure contradictoire d'acceptation** des matériaux qu'elles ne fourniraient pas elles-mêmes, pour qu'elles aient la possibilité de refuser la mise en œuvre, de formuler des réserves ou de solliciter des tests complémentaires

**Gérer l'aléa lié à la fourniture en cours d'exécution
du marché public de travaux**
(prévoir des alternatives en cas de matériaux introuvables
ou endommagés, refus de l'entreprise ou de l'assureur...)

Dans ce cas ne sont pas adaptées :



- La variante (art. R2151-8 CPP) : qui doit être retenue ou écartée lors de l'attribution du marché (et non lors de l'exécution)
- Les PSE (prestations supplémentaires éventuelles) : qui doivent également être sélectionnées dans le cadre de l'attribution du marché (et concernent des prestations qui s'ajoutent et non qui se substituent à la solution de base)

**En revanche, deux solutions de prescription sont
possibles en fonction des situations :**



Si le marché prévoit que les matériaux de réemploi ne sont pas fournis par l'entreprise de travaux (mais par le MOA ou un tiers)

**Les tranches optionnelles
(art. R. 2113-4 CPP)**

Les rédacteurs des marchés peuvent prévoir des tranches optionnelles pour la fourniture des matériaux neufs en cas de réemploi impossible, qui viendront s'ajouter à la prestation de pose de base.



Si les matériaux de réemploi sont fournis par l'entreprise de travaux

Il faut prévoir une **clause de réexamen avec un BPU en Annexe du mémoire technique**, dans lequel l'entreprise fixera le prix alternatif des matériaux neufs en cas de réemploi impossible (Art. R. 2194-1 du CCP).

Cette solution permet d'**éviter de recourir aux avenants** : si la clause est suffisamment claire et précise, le pouvoir adjudicateur peut mettre en œuvre la clause de réexamen de façon unilatérale puisque l'étendue de la modification a été acceptée par son cocontractant lors de la signature du contrat. Cette décision unilatérale peut être matérialisée par l'envoi d'un courrier (DAJ – Les modalités de modifications des contrats en cours d'exécution).

De nombreuses ressources disponibles avec des REX :



Retour sur la 2ème rencontre régionale du réemploi dans le bâtiment

La Région, l'ADEME et le Pôle énergie ont organisé le 28 septembre une journée dédiée à la prescription de réemploi dans la commande publique. Retour sur cette 2ème rencontre qui confirme la dynamique régionale !

 [enregistrer le site](#)



Fiche pratique Marchés publics

Intégrer la question du réemploi dès la programmation d'un marché public ●



Fiche pratique Marchés publics

Comment prescrire le réemploi dans les marchés de maîtrise d'œuvre ●



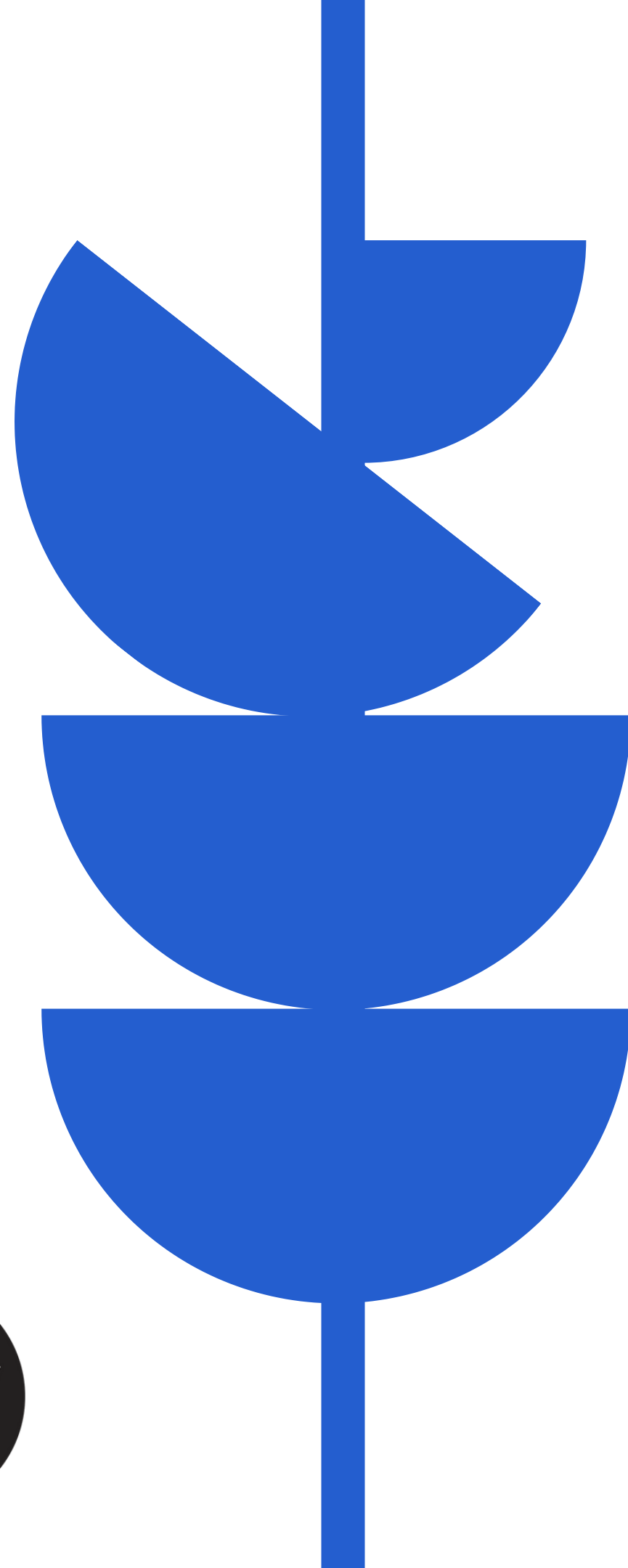
Fiche pratique Marchés publics

Comment prescrire le réemploi des matériaux dans les marchés de travaux de déconstruction ●



Fiche pratique Marchés publics

Comment prescrire le réemploi dans les marchés de travaux de construction ●



Merci pour votre
attention!



Intervention

Pierre-Luc LE GOFF

Alpes Contrôle

Référent technique réemploi



INTERVENTION ATELIER N°2 RÉEMPLOI DES MATÉRIAUX DU BÂTIMENT

BREST

ALPES CONTRÔLES

07 novembre 2025



Alpes Contrôles

L'entreprise



35+
ans d'expérience

Présent
PARTOUT
En France

Reconnue par les
**INSTANCES
COMPETENTES**



98%
de clients satisfaits

3
domaines
d'activités



3,69%
de la masse
salariale destinée à
la formation des
équipes



1000+
collaborateurs

88
point d'index égalité
Femme/Homme



91 M€
de chiffres d'affaires
en 2024
106 M€
en prévisionnel pour
2025

Nos 3 domaines d'activités

ALPES CONTRÔLES

Construction & Exploitation

Accompagner les maîtres d'ouvrages et les maîtres d'œuvre sur :

- La conformité règlementaire de leur projet
- La sécurité et la protection de la santé des travailleurs et du public
- La gestion des polluants
- L'impact sur l'environnement
- L'exploitation des actifs
- La qualité de l'air

ALPES CONTRÔLES

Formation

Assurer la formation professionnelle ayant trait à:

- La gestion des risques
- La réduction des risques d'accident en situation de travail
- La sécurité des lieux et du public
- La fonction encadrant et manager

ALPES CONTRÔLES

Certification

Certifier les modes de production des producteurs, préparateurs, distributeurs en

Agriculture Biologique

Une organisation

Présidence & Direction

Michel VIGNOUD
Président Fondateur



Arnaud BUSQUET
Directeur Général

François GENÉY
Directeur
Technique et Méthodes



Pauline VIGNOUD
Directrice Marketing
& Communication

Julien ROQUETTE
Directeur Financier



Fabien ROUX
Directeur
Commercial

Aurélien GOETHALS
Directrice des
Relations Humaines



Emmanuelle AVENIER
Directrice Juridique

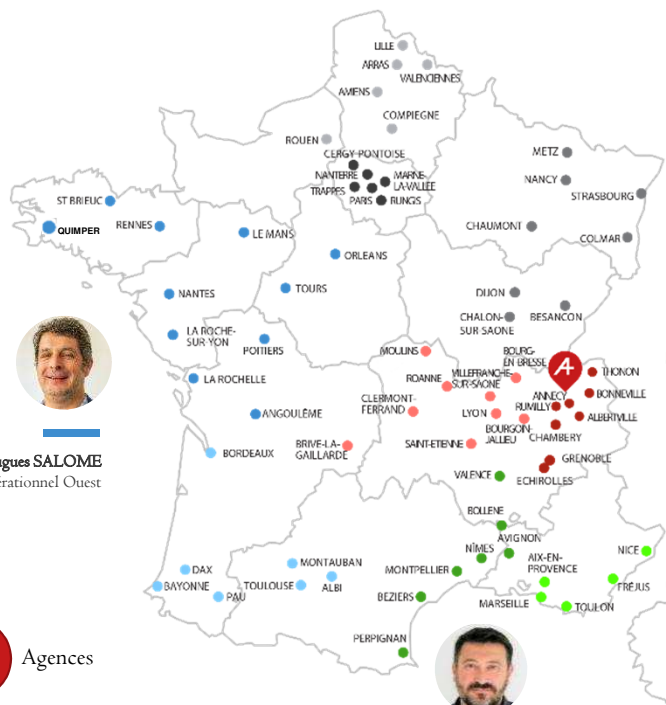
Sarah PROST
Directrice
Qualité



Emmanuelle LE MEN
Directrice des
Systèmes
d'Information

Direction opérationnelle

Un maillage territorial pour plus de proximité



Hugues SALOME
Directeur Opérationnel Ouest



Cyril DECAUDIN
Directeur Opérationnel Nord



Laurent SAUZEDE
Directeur Opérationnel Auvergne-
Rhône-Alpes



Frédéric BENOIT
Directeur Opérationnel
Méditerranée

Pôle d'activités nationales



Sébastien de TERSSAC
Directeur Pôles nationaux Grand
Projets, Energies Renouvelables,
Bois et Matériaux Biosourcés



Marlène DUBUC
Responsable Agence
Nationale Certification
Biologique



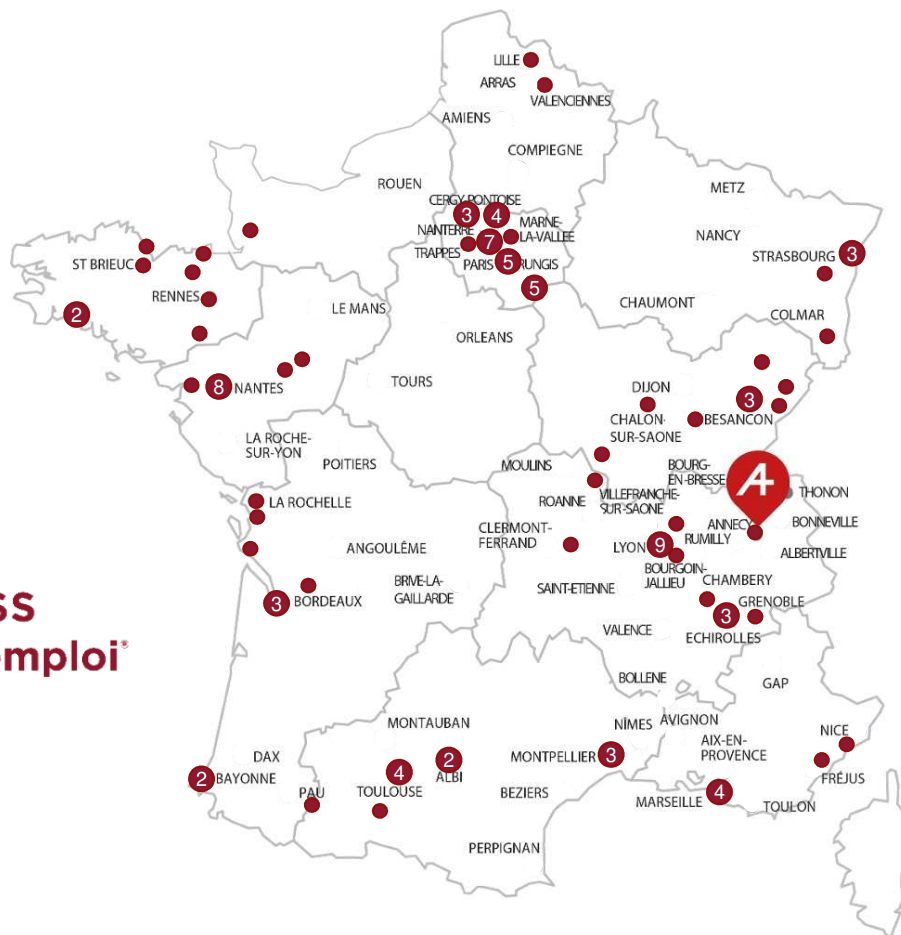
Marion LOISY
Responsable Agence Nationale
Formation



Alpes Contrôles

Le réemploi

Les affaires avec le PASS Réemploi



+100
missions PASS
Réemploi

+40
Produits Équipements
Matériaux visés

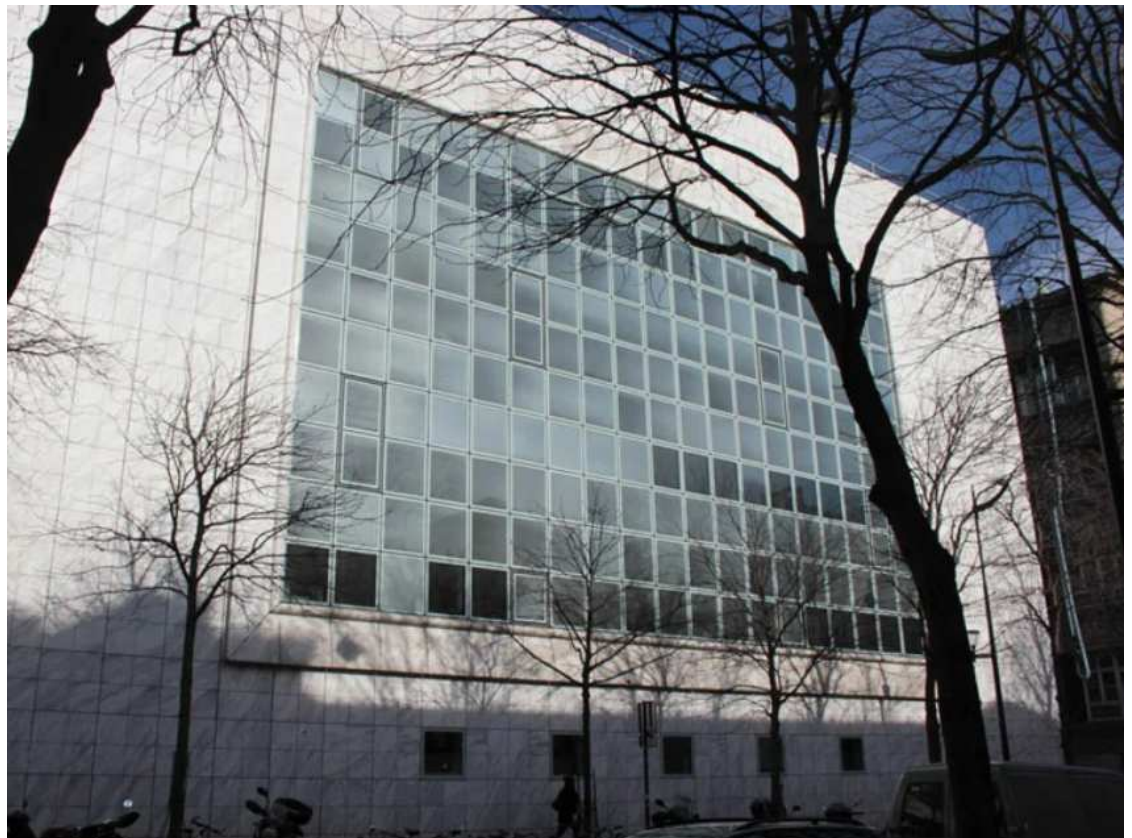
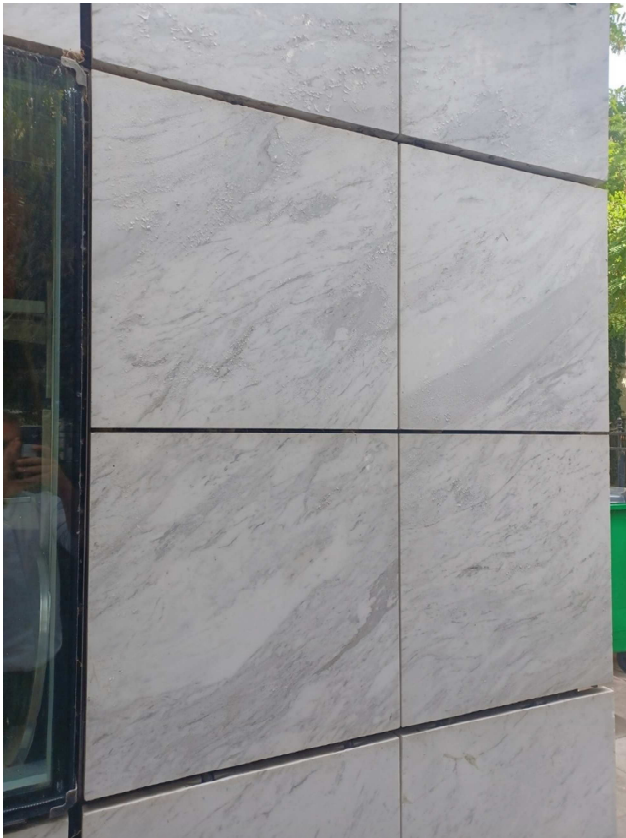


Exemples de Produits/Equipements/Matériaux de réemploi



Minéka - Vente de matériaux de réemploi - Lyon

Exemples de Produits/Equipements/Matériaux de réemploi



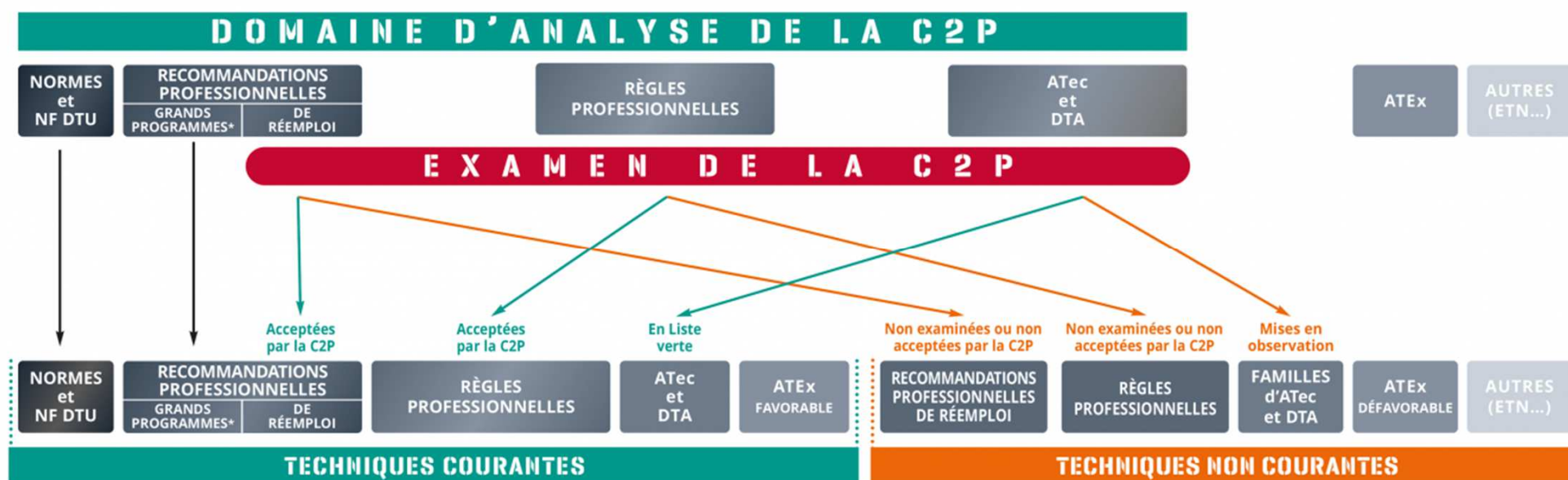
Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs - Paris

Exemples de Produits/Equipements/Matériaux de réemploi



Bâtiment N de l'Arsenal - Besançon

Le Réemploi, technique courante et non courante



Et le réemploi dans tout ça ?

- DTU
 - Partie 1-2 : matériaux
 - -> conformité à la norme de fabrication des produits neufs
 - -> Marquage CE



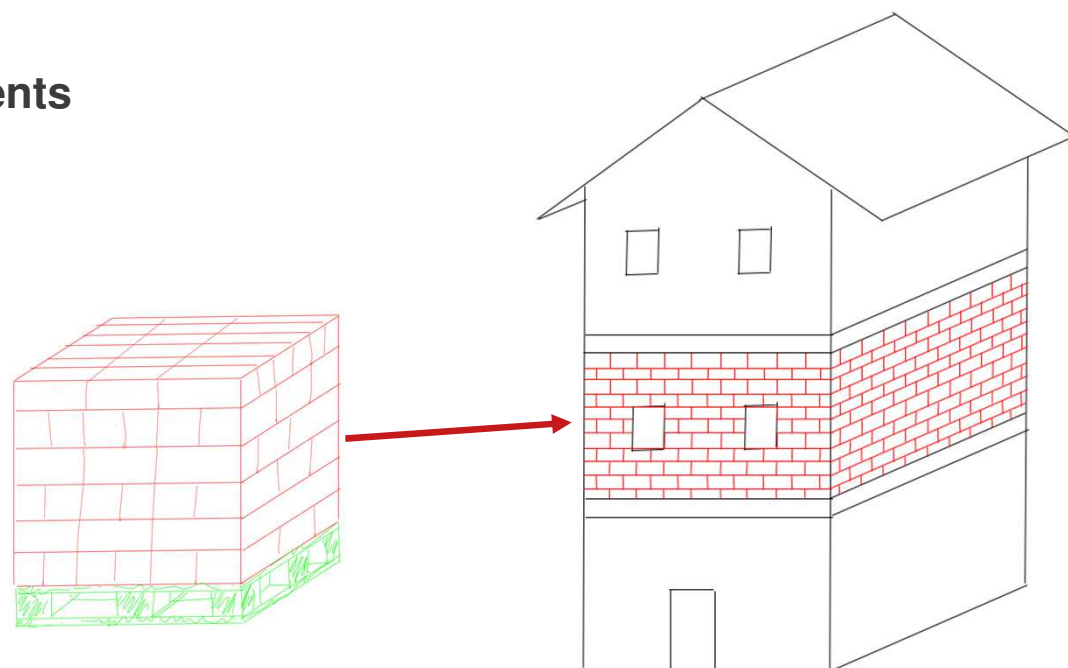
Exemples

- **DTU 20.1 Maçonnerie de petits éléments**

- Partie 1-2 : matériaux
- **§ 4.1 Briques en terre cuite**
 - NF EN 771
 - Marquage CE

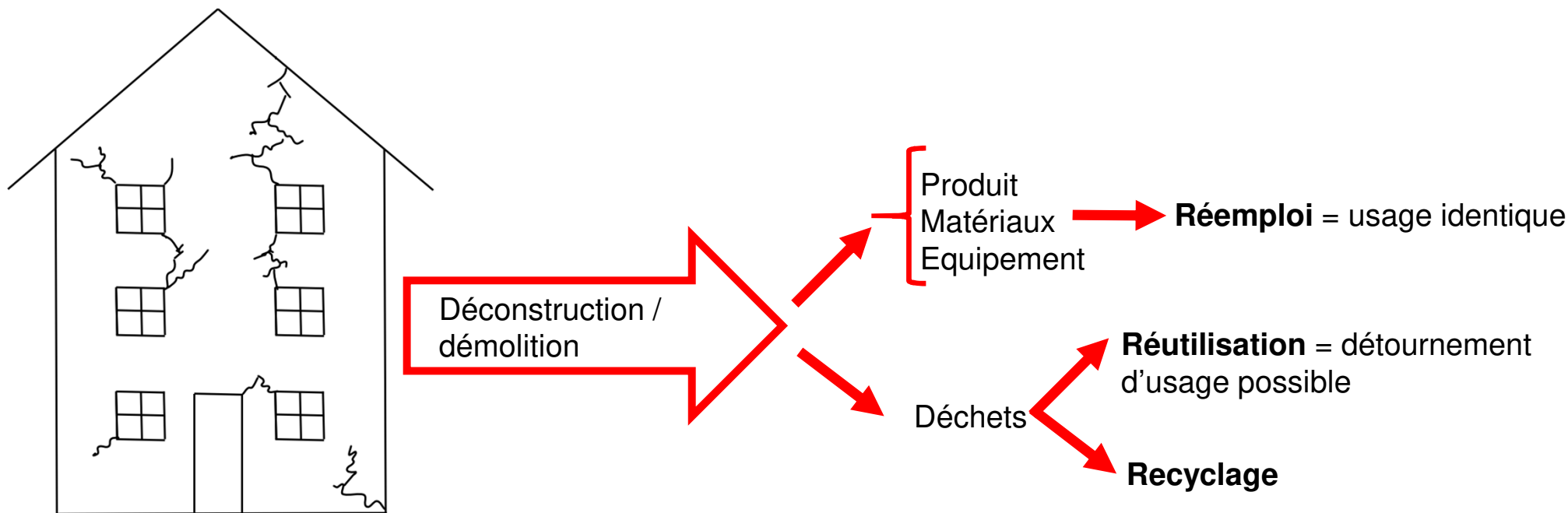
- **DTU 31.1 Charpente en bois**

- Partie 1-2 : matériaux
- **§ 3.2.1 Bois massif**
 - *Section rectangulaire*
 - > NF EN 14081-1 à 4
 - > Marquage CE
 - *Section ronde*
 - > NF EN 844-1 à 12
 - > Marquage CE



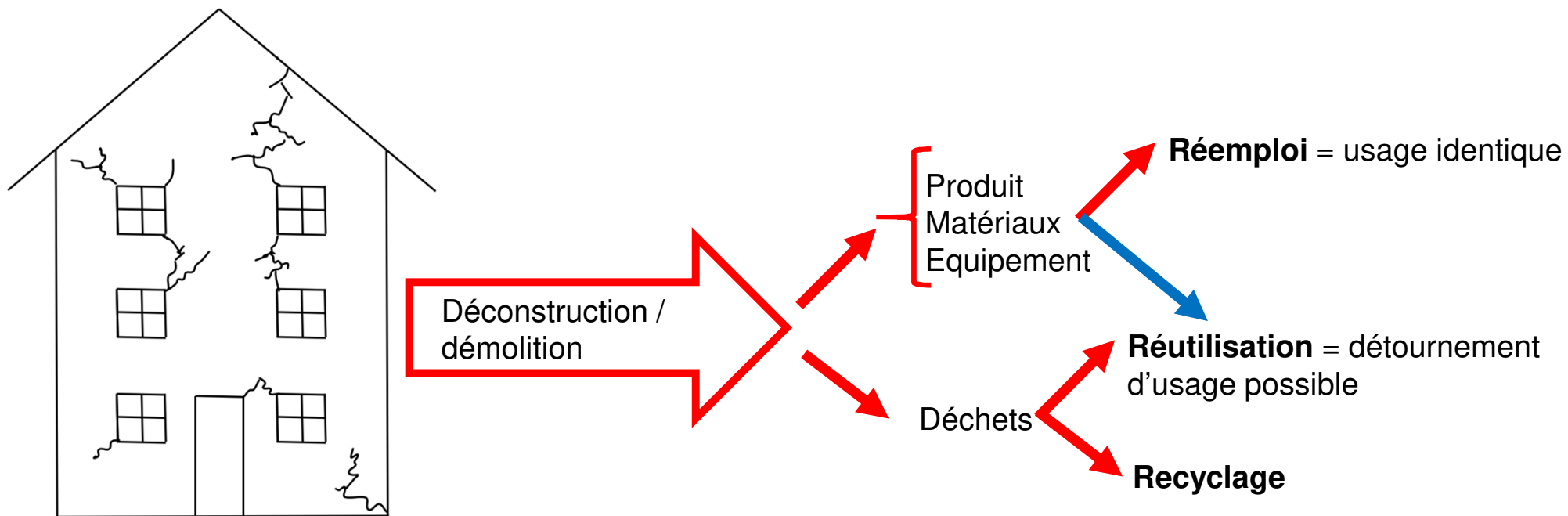
Le réemploi au sens du code de l'environnement

- Article L541-1-1 du code de l'environnement

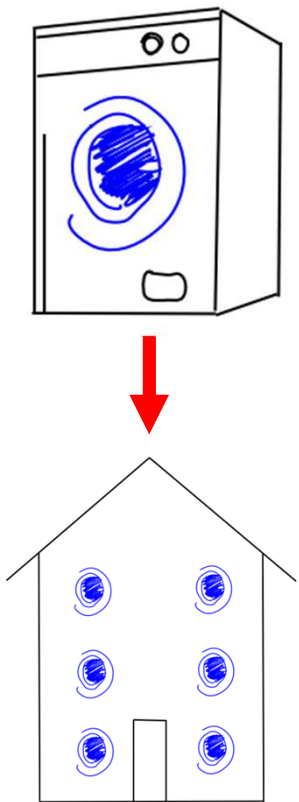


Le réemploi au sens du code de l'environnement

- Hors code de l'environnement

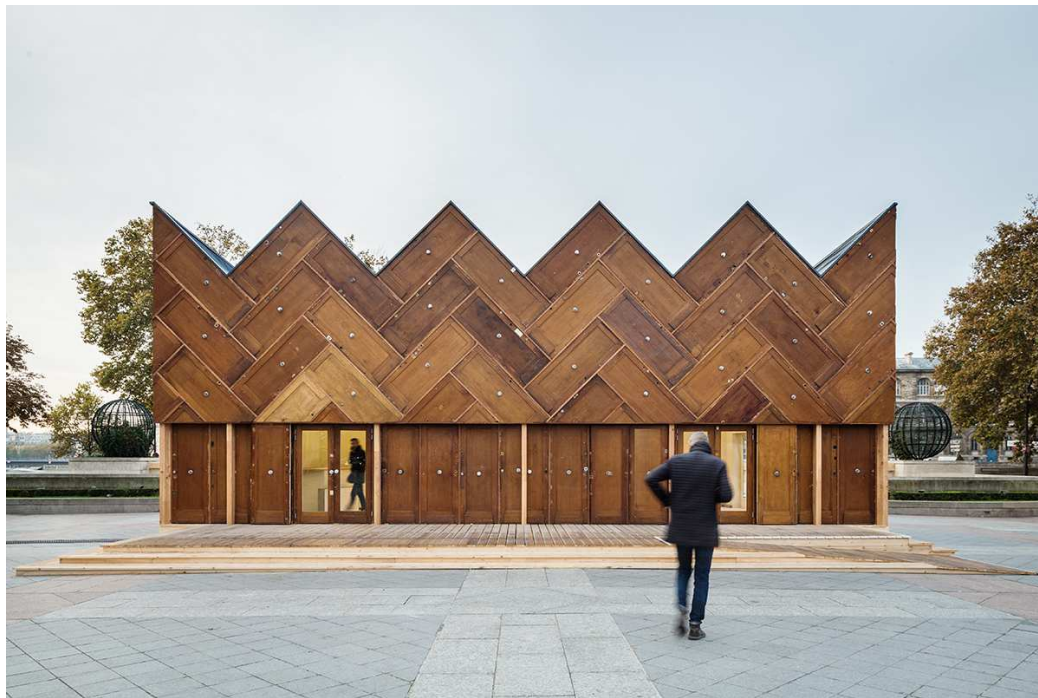


Exemples de réutilisation



La Remanufacture - Paris

Exemples de réutilisation



« Encore Heureux architectes »



La Remanufacture - Paris

Le réemploi au sens du code de l'environnement

- Article L541-1-1 du code de l'environnement
 - **Déchet** : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire
 - **Réemploi** : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus
 - **Réutilisation** : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau
 - **Recyclage** : toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblaiement ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage



Le PASS Réemploi



GROUPE à l'initiative du PASS Réemploi



François GENEY
Directeur technique et
méthode



François BRILLARD
Responsable Pôle d'Activité
National Bois et Matériaux
Biosourcés



Frédéric PACCALET
Directeur Technique Métier
CTC



Pierre-Luc LE GOFF
Réfèrent technique
Réemploi

PASS Réemploi complémentaire aux missions L+SEI+...+TH

ALPES CONTRÔLES

Construction & Exploitation

Agence Contrôle Technique de Construction, CSPS BORDEAUX
4 rue Théodore Blanc
33520 BRUGES
Tél 05 56 39 05 60
bordeaux@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2024/0122

Mission(s)	
ATTH, HAND, L (*), LE, PASS, REEMPLOI, SEI (*), STI (*), TH, VIEL (*)	
Nos références	Date
330C2246 / 332-C-2022-0050	30/01/2024

LIBOURNE REHABILITATION DE 2
ENTREPOTS EN SMICVAL MARKET DU
LIBOURNAIS

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE
TECHNIQUE N°2
Dossier DCE - 01 2024



Envoi	SMICVAL DU LIBOURNAIS HAUTE GIRONDE - BOUSQUIE Charlotte - MARCHAPT Arnaud	Maître d'ouvrage	contact@smicval.fr / charlotte.bousquie@smicval.fr / arnaud.marchapt@smicval.fr
Copie	BYAA ARCHITECTES - CHATENAUD Antoine - LOSADA Miguel - AMBIENTE Environnement & Bâtiment - NYSSSEN Alix - CETAB - TREJAUT Frédéric	Architecte	contact@byaa.fr / antoine.chatenoud@byaa.fr / miguellosada@byaa.fr / ambiente@ambiente-bet.fr / a.nyssen@ambiente-bet.fr / cetab.bx@cetab.fr / f.trejut@cetab.fr

Auteurs: Le chargé d'affaire, Cédric MOREAU - Le vérificateur de la réglementation thermique, Sébastien MAURICE - Le vérificateur des installations électriques, Anthony RENAT

Le chargé d'affaire,
Cédric MOREAU

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 30/11/2023. Modification et évolutions des pièces constitutives du dossier PRO/DCE ayant fait l'objet du RICT n°1.

Ajout de la mission LE confiée en janvier 2024.

	ACCREDITATION N° 3-019 Liste des sites et portées disponibles sur www.cofrac.fr	Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *
--	---	---

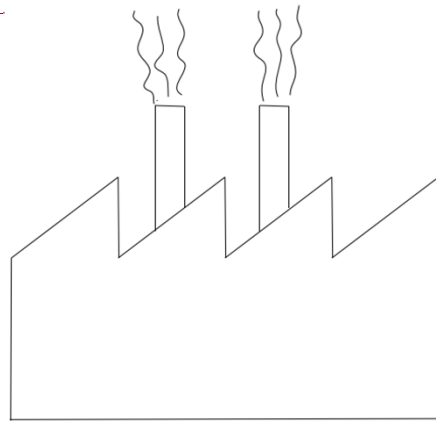
BUREAU ALPES CONTRÔLES - SIÈGE SOCIAL | 3 Bis Impasse des Praines - ANNECY LE VIEUX 74940 ANNECY
04 50 64 06 71 | contact@alpes-contrôles.fr | www.alpes-contrôles.fr
Annecy - SIREN 351 812 698 - 89 B 526 - APE 7120B - SAS au capital de 2 000 000 €

Page 1/65

Liste des missions de l'affaire :

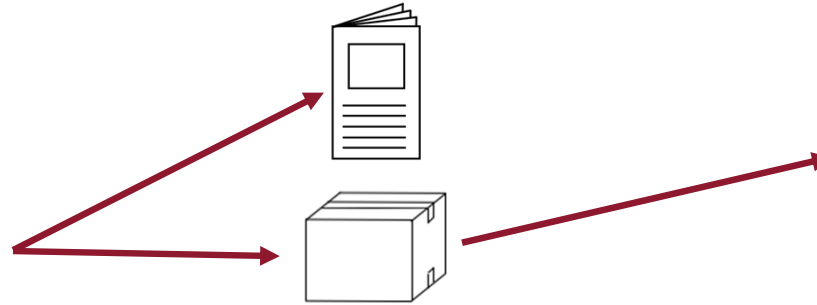
Mission	Libellé
ATTH	Attestation réglementation thermique
HAND	Accessibilité handicapés
L	Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
LE	Mission relative à la solidité des existants
PASS REEMPLOI	PASS Réemploi
SEI	Sécurité des personnes
STI	Sécurité des Personnes
TH	Isolation thermique
VIEL	Viel

Contrôle des Performances et Caractéristiques de PEM neuf

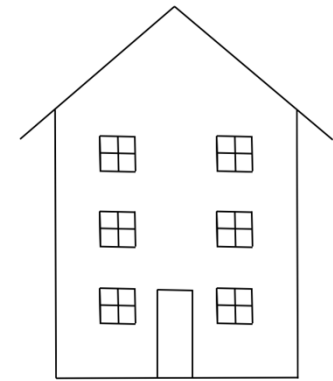


Fabrication

- Production
- Contrôle de production en usine
- Contrôle externe



- Produit
- Matériaux
- Equipement
- Fiche technique



Construction neuve

- Maître d'ouvrage
- **Contrôleur technique**
- Constructeurs :
 - Architectes
 - Maîtres d'œuvre
 - Entreprises

Différences entre un PEM neuf et un PEM Réemploi



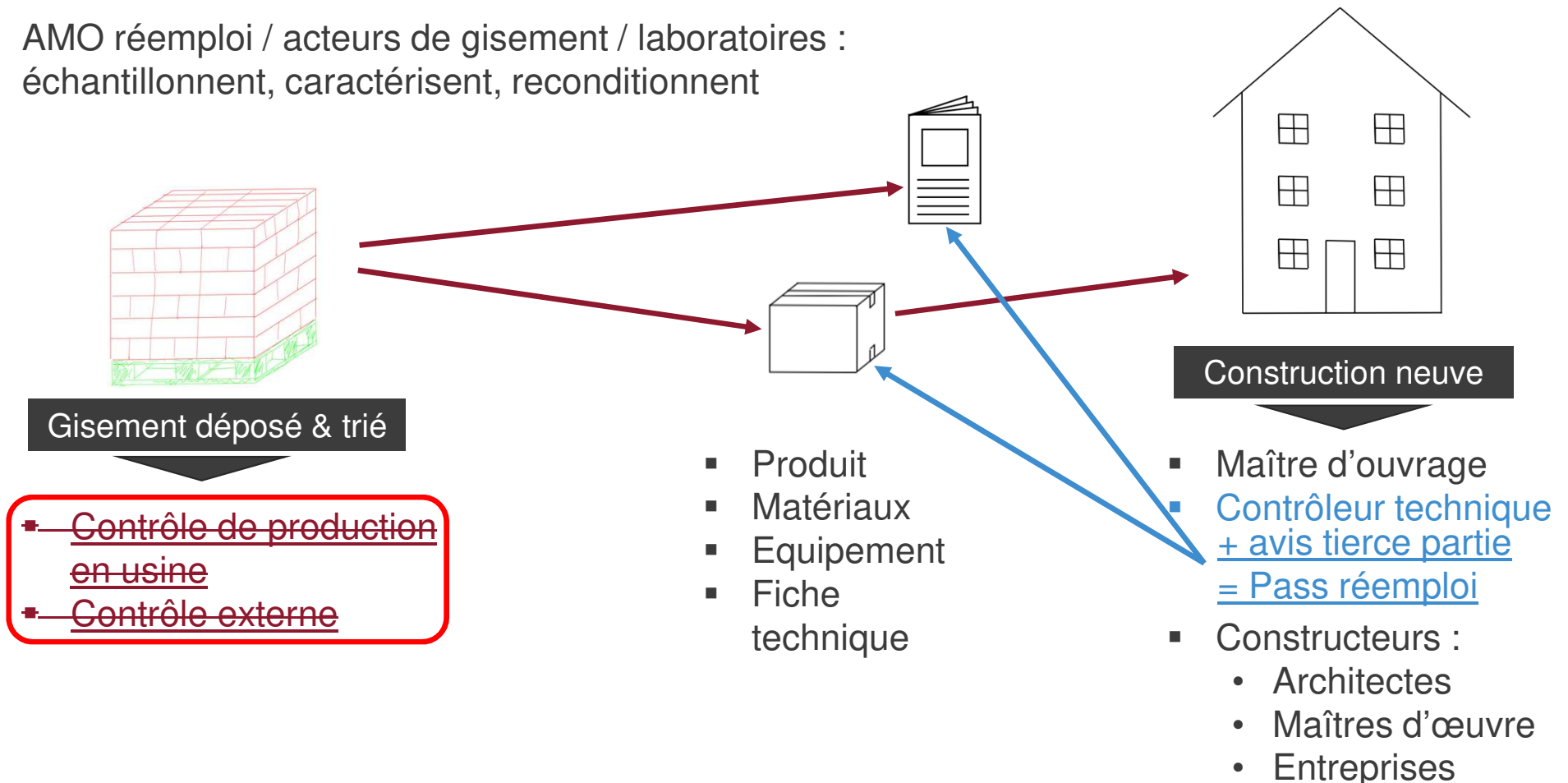
Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs - Paris

Différences entre un PEM neuf et un PEM Réemploi

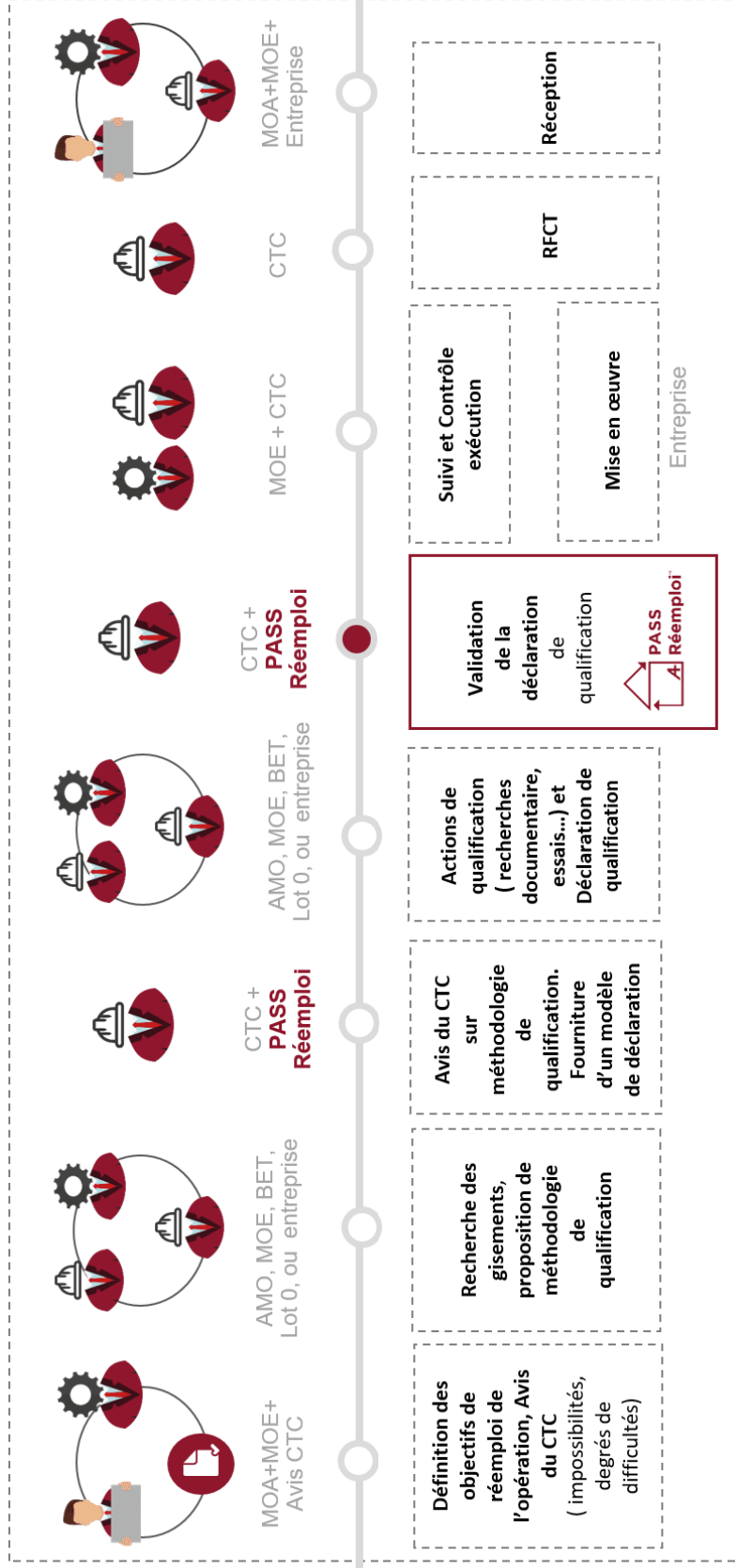
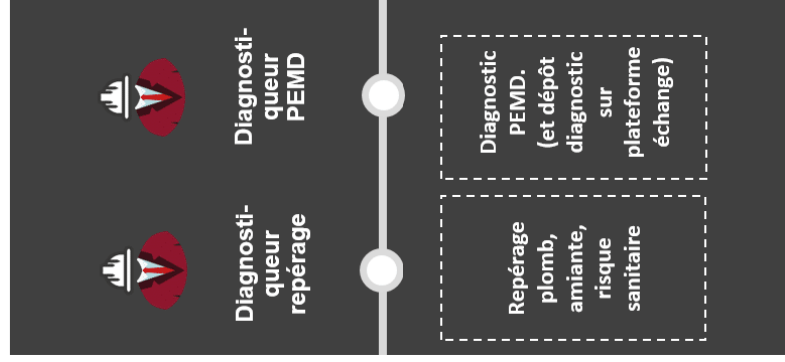


Contrôle des Performances et Caractéristiques de PEM réemploi

AMO réemploi / acteurs de gisement / laboratoires :
échantillonnent, caractérisent, reconditionnent



DU REPÉRAGE À LA RÉCEPTION



PHASES INTÉGRÉES AU PROJET
CONSTRUCTION / RÉNOVATION

Contact

Pierre-Luc LE GOFF
Référent technique réemploi

plegoff@alpes-controles.fr
07 88 35 50 01

MERCI



Retrouvez toutes nos
missions et nos actualités

alpes-controles.fr

in

A



Intervention

ANNE-CLAIRE JESTIN

Chargée de mission analyse cycle de vie des matériaux –
Service Architecture - Direction aménagement et déplacement
Saint Brieuc Armor Métropole







Le réemploi dans la commande publique

REX St Brieuc Armor agglomération

Intervention par Anne-Claire JESTIN / Gouesnou, le 7/11/2025

La terre, la mer, l'avenir en commun

    [saintbrieuc-armor-agglo.fr](https://www.saintbrieuc-armor-agglo.fr)



SAINT
BRIEUC
ARMOR
AGGLOMÉRATION

Plan



- 1 Organisation interne**
- 2 Typologies de projet avec réemploi**
- 3 Enseignements pour la commande publique**

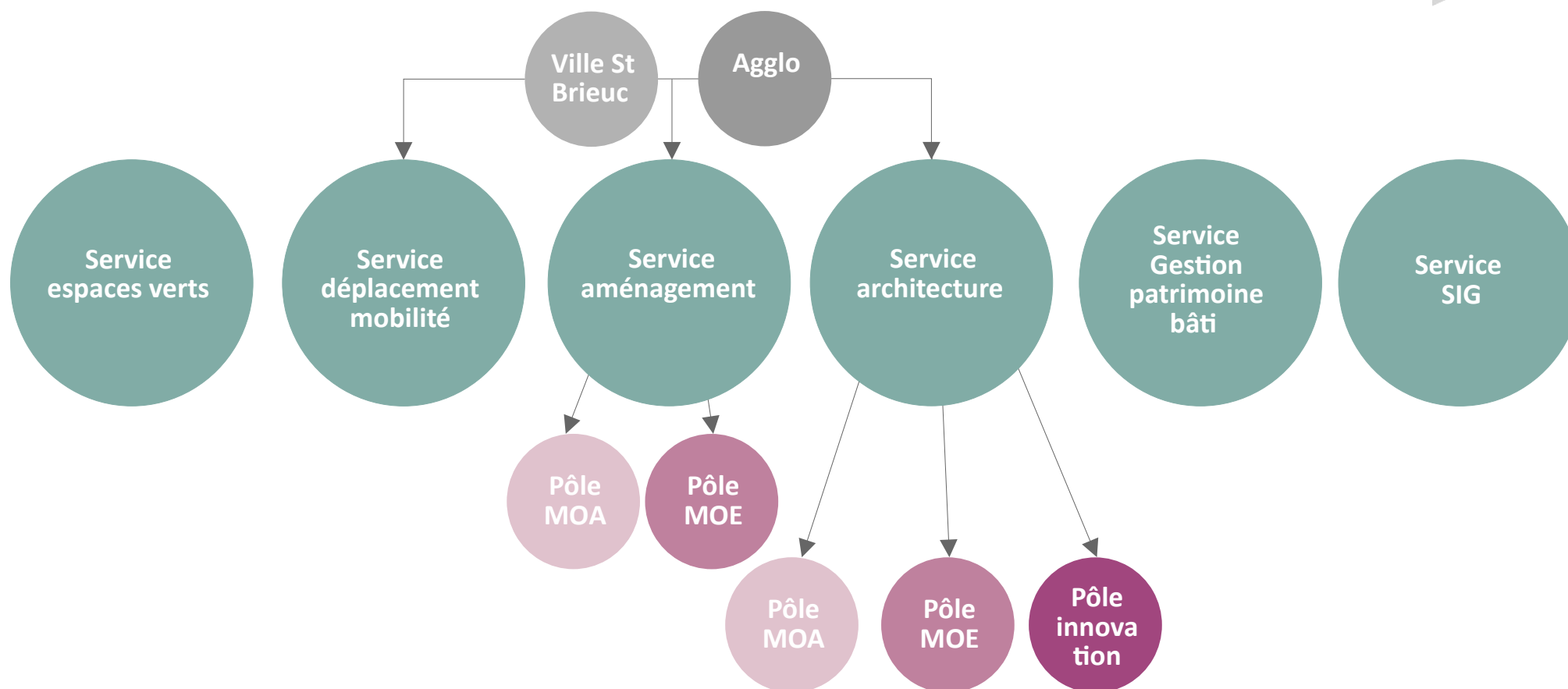
1 Organisation interne



- 1.1 Spécificités des services architecture & aménagement
- 1.2 Le poste de chargée de mission ACV des matériaux

1.1 Spécificités des services architecture & aménagement

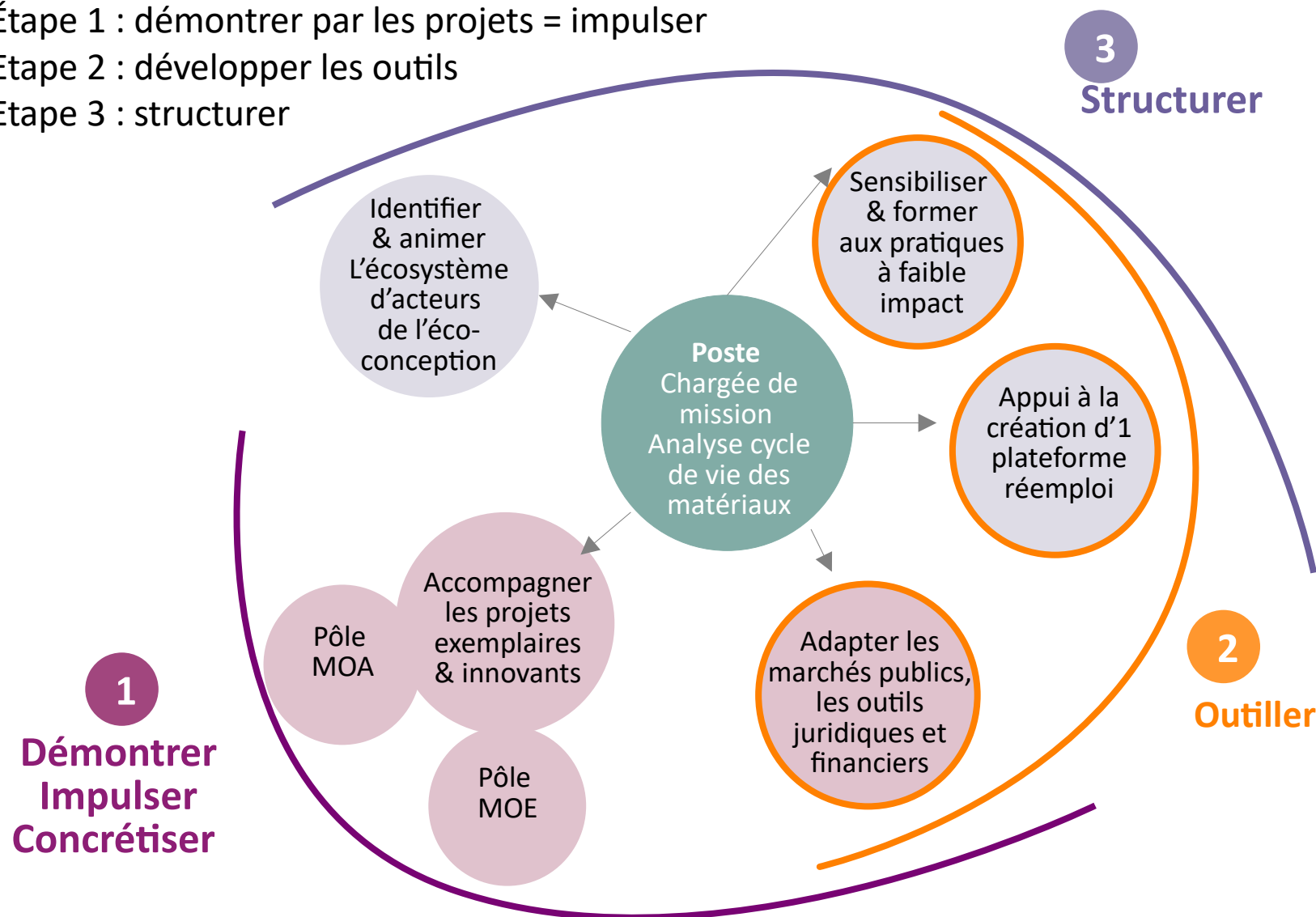
- Des services mutualisés
- De la maîtrise d'œuvre en interne et à l'externe



Direction aménagement & déplacement

1.2 Le poste de chargée de mission ACV des matériaux

- Des compétences initiales en bâtiment et Architecture Post Carbone
- Étape 1 : démontrer par les projets = impulser
- Etape 2 : développer les outils
- Etape 3 : structurer



2 Typologies de projets avec réemploi



- 2.1 Les 3 chemins du réemploi
- 2.2 Cartographie des projets
- 2.3 L'école Cesson, la complexité 0
- 2.4 L'école Balzac, le réemploi en ERP
- 2.5 Les friches Guyader, le réemploi structurel
- 2.6 L'ameublement Totem, la technique d'achat sur mesure

2.1 Les 3 chemins du réemploi

Réemploi in-situ

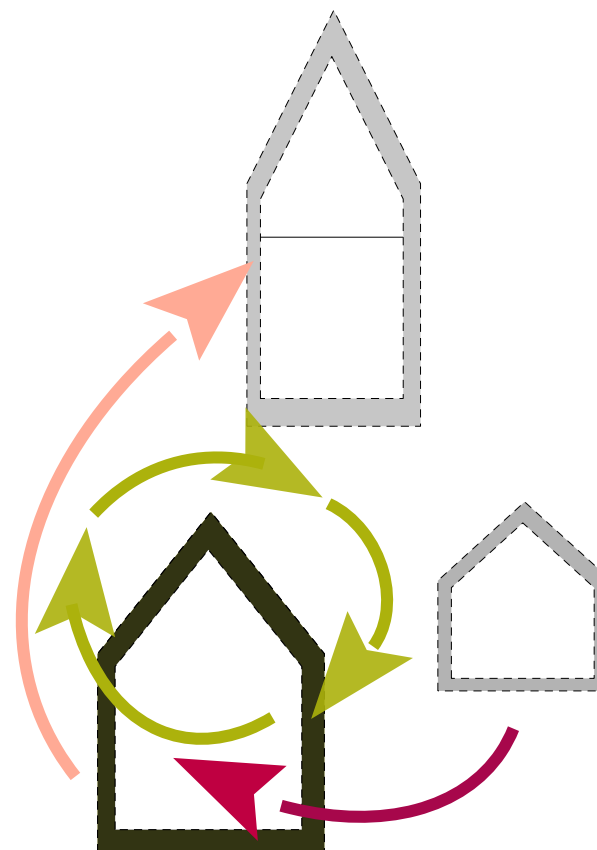
Réemploi de matériaux
sur le site de provenance

Réemploi ex-situ

Réemploi de matériaux
en dehors du site de provenance

Approvisionnement extérieur

Réemploi de matériaux
provenant d'un autre site

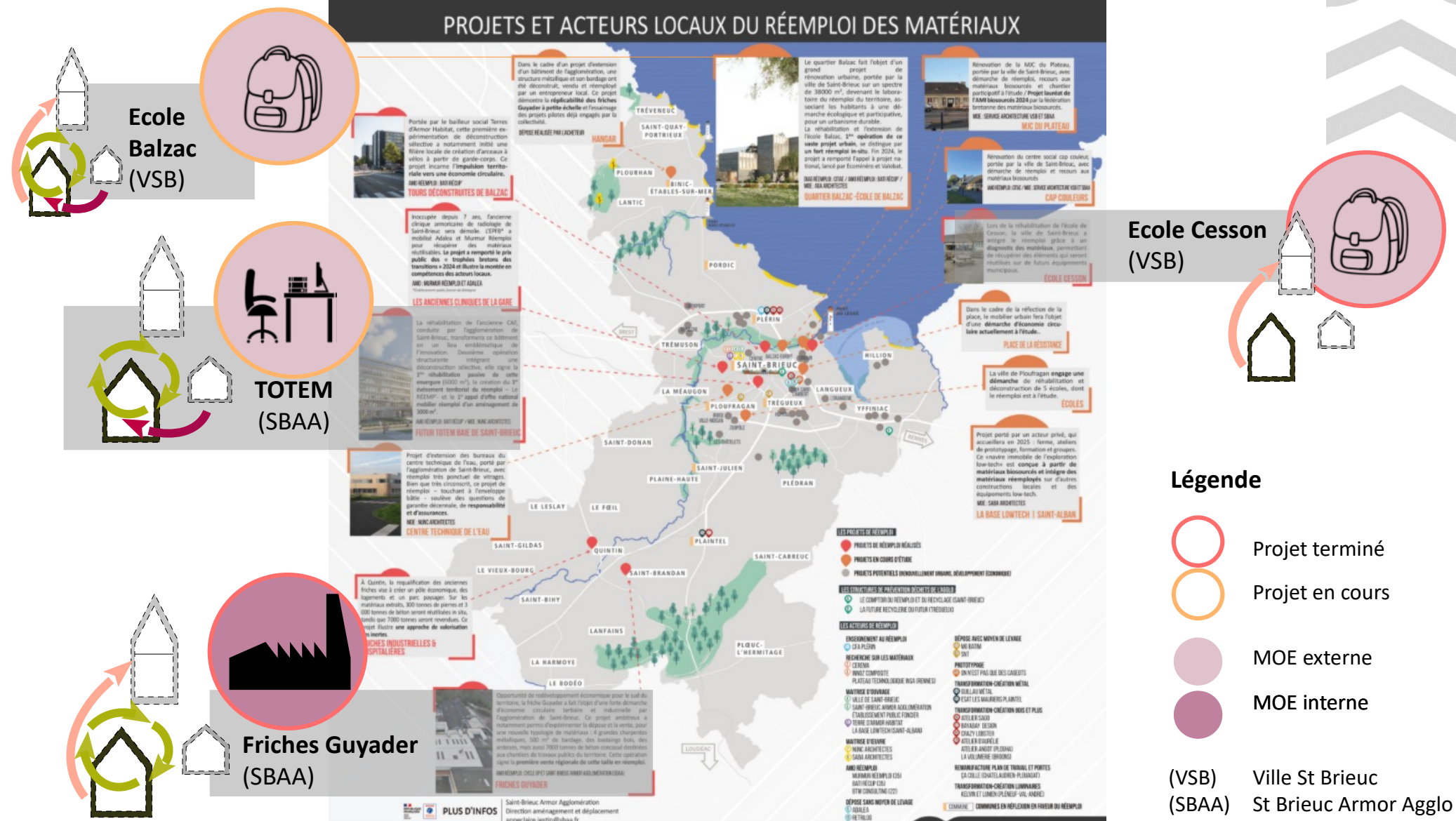


2.2 Carto

RÉEMPLOI

ÉMERGENCE D'UNE FILIÈRE LOCALE

PROJETS ET ACTEURS LOCAUX DU RÉEMPLOI DES MATÉRIAUX



La terre, la mer, l'avenir en commun

facebook twitter linkedin saintbrieuc-armor-agglo.bzh

SAINT BRIEUC ARMOR AGGLOMÉRATION

2.3 L'école Cesson, la complexité 0

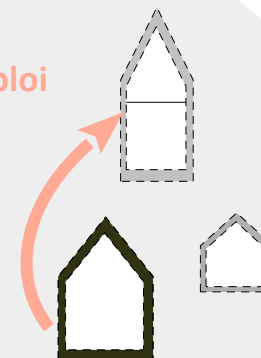
Programmation

Études

Chantier



Réemploi
ex situ



Fiche 19

Nom du composant	Portes intérieures alvéolées - modèle A1 de 80																																																																																																													
Lot	Lot 08 - Menuiserie intérieure																																																																																																													
Photo(s)																																																																																																														
Nature	Porte intérieure alvéolée																																																																																																													
État	Usé																																																																																																													
Potential d'usage	<p>Récupération</p> <p>Réemploi : en porte à nouveau / ou réutilisation : en plan de travail</p> <p>Protéger le réemploi ou à réutilisation, si impossible : prévoir un recyclage bas classe 0</p> <p>8 ou int. ext. Ou bleu et blanche extérieure (pour la majeure)</p>																																																																																																													
Couleur																																																																																																														
Informations supplémentaires	<table> <tr> <th>Nbre (unité)</th><th>N° série</th><th>L</th><th>H</th><th>Ep.</th><th>Kg</th><th>Caract.</th><th>Couleur</th><th>Crépus.</th><th>Récap.</th></tr> <tr> <td>1</td><td>4 82,5</td><td>204</td><td></td><td></td><td></td><td>Bleu ext.</td><td>bleu</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>1</td><td>5 82,5</td><td>204</td><td></td><td></td><td></td><td>Bleu</td><td>bleu</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>1</td><td>19 82,5</td><td>204</td><td></td><td></td><td></td><td>Très usé</td><td>bleu</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>1</td><td>33 82,5</td><td>204</td><td></td><td></td><td></td><td>bleu</td><td>jaune</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>1</td><td>35 82,5</td><td>204</td><td></td><td></td><td></td><td>bleu</td><td>jaune</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>1</td><td>36 82,5</td><td>204</td><td></td><td></td><td></td><td>bleu</td><td>jaune et rose</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>2</td><td>41 82,5</td><td>204</td><td></td><td></td><td></td><td>Bleu ext.</td><td>bleu et blanc</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>5</td><td>70 82,5</td><td>210</td><td></td><td></td><td></td><td>Très usé</td><td>bleu</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>1</td><td>46 82,5</td><td>204</td><td></td><td></td><td></td><td>Bleu ext.</td><td>bleu</td><td></td><td></td></tr> </table>	Nbre (unité)	N° série	L	H	Ep.	Kg	Caract.	Couleur	Crépus.	Récap.	1	4 82,5	204				Bleu ext.	bleu			1	5 82,5	204				Bleu	bleu			1	19 82,5	204				Très usé	bleu			1	33 82,5	204				bleu	jaune			1	35 82,5	204				bleu	jaune			1	36 82,5	204				bleu	jaune et rose			2	41 82,5	204				Bleu ext.	bleu et blanc			5	70 82,5	210				Très usé	bleu			1	46 82,5	204				Bleu ext.	bleu											
Nbre (unité)	N° série	L	H	Ep.	Kg	Caract.	Couleur	Crépus.	Récap.																																																																																																					
1	4 82,5	204				Bleu ext.	bleu																																																																																																							
1	5 82,5	204				Bleu	bleu																																																																																																							
1	19 82,5	204				Très usé	bleu																																																																																																							
1	33 82,5	204				bleu	jaune																																																																																																							
1	35 82,5	204				bleu	jaune																																																																																																							
1	36 82,5	204				bleu	jaune et rose																																																																																																							
2	41 82,5	204				Bleu ext.	bleu et blanc																																																																																																							
5	70 82,5	210				Très usé	bleu																																																																																																							
1	46 82,5	204				Bleu ext.	bleu																																																																																																							
Quantité totale	34 unités 11,9 m ² 23,8 m ²																																																																																																													
Infos si réutilisation / détournement																																																																																																														
Nature(s)																																																																																																														
(sous-composant(s) d'usage)																																																																																																														
Porte (certaines ont une poignée, d'autres pas, d'autres pas de poignée, d'autres pas de poignée)	 																																																																																																													
	<p>détournement en plan de travail, pour création de bureaux, mobilier scolaire, tables basses ou hautes (certaines ont des poignées)</p> <p>ou élimination par : - surcharge, - pontage et remède</p>																																																																																																													
Pistes de conception et d'emploi du gisement																																																																																																														
étapes à prévoir	déconstruction																																																																																																													
Dépose	Porte à déconstruire																																																																																																													
Préparation	Déconstruire, voir le montage																																																																																																													
Conditionnement et transport	A enlever à part / prévoir pour entre portes (pour éviter les rayures)																																																																																																													
Stockage ET surface destinée	Empiler Max 10 à 12 portes (éviter sur palette)																																																																																																													
Préparation pour montage usage	Prévoir un surfaçage pour certaines portes OU ponçage - peinture / rebouchage etc...																																																																																																													
Autre à prévoir	Si déconstruire à l'extérieur (pour éviter de prévoir une réservation à la déconstruire pour être en contact ou pour d'autres pièces installées)																																																																																																													
État	Niveau 2 / 4 - Complexité technique																																																																																																													

Diagnostic ressources - par SBAA - Service architecture

17/02/2023

P2277



Faire un diag ressources (possible même à ce stade, mais utilité restreinte)



Dépose sélective possible mais **au bon vouloir** de l'entreprise de démolition (aucune demande au CCTP, aucune mention au RC et CCAP) :

- > Phase 1 : a bien fonctionné
- > Phase 2 : aucun réemploi



Dépose sélective augmentée possible par la régie interne [Attention à la coupure des réseaux!]



Recherche de preneurs, réalisée par chargée de mission ACV des matériaux



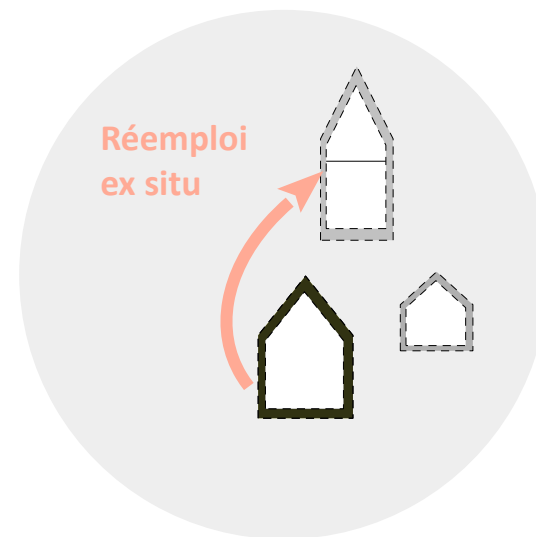
Organisation des reprises sur chantier par le chargé d'opération



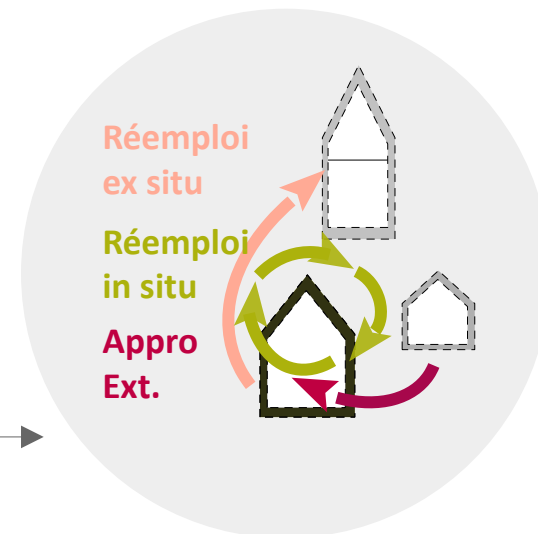
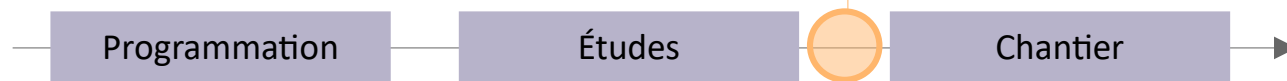
@SBAA

Message clé 1 :

Sans montage spécifique, il est possible de faire du réemploi, mais aucune prise sur les résultats



2.4 L'école Balzac, le réemploi en ERP



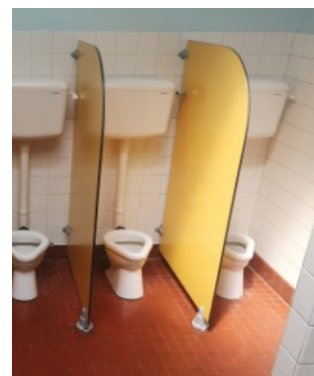
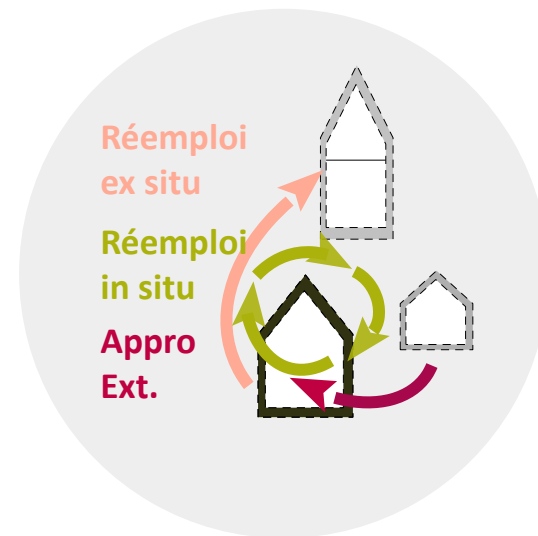
- ✓ Consultation d'un AMO réemploi pour réalisation du diag PEMD
- ✓ Retranscription d'une volonté claire de réemploi au Prog. (indication des éléments attendus phase par phase) + ici indication d'un paramètre de modulation entre réemploi (appro ext.) et biosourcés
- ✓✓ Consultation MOE avec compétences réemploi (ici pas d'obligation de BET réemploi)
- ✓ Analyse des offres de MOE, en prenant en compte le réemploi. Nota au RC :
> 5 % de la note pour le réemploi
> 5 % de la note pour les biosourcés
- ✓ Sourcing BC pour réemploi
- ✓ CCAP : définir des pénalités éventuelles (REX bailleur)

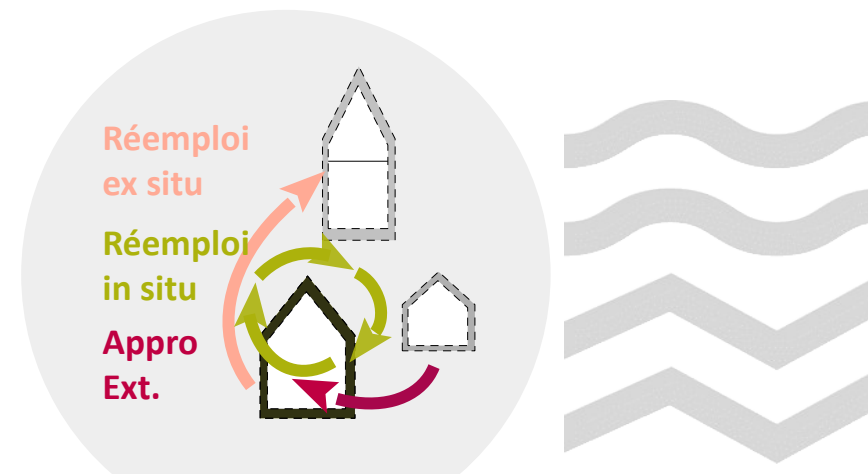
- ✓ Suivi du réemploi à toutes les étapes de conception par le BET réemploi et le MOA :
 - l'intégration du réemploi dans le projet architectural
 - Prémption des matériaux restants par la régie de la ville
 - Définition du devenir des autres matériaux
- ✓✓ Mission de Bureau de contrôle adaptée > le dossier de requalification
Le (-) : la répliquabilité au regard du coût
- ✓ Allotissement : 1 lot dédié à la dépose sélective (BPU)
- ✓ Attestation assurance réemploi demandée aux entreprises pour la repose



@Aga architectures

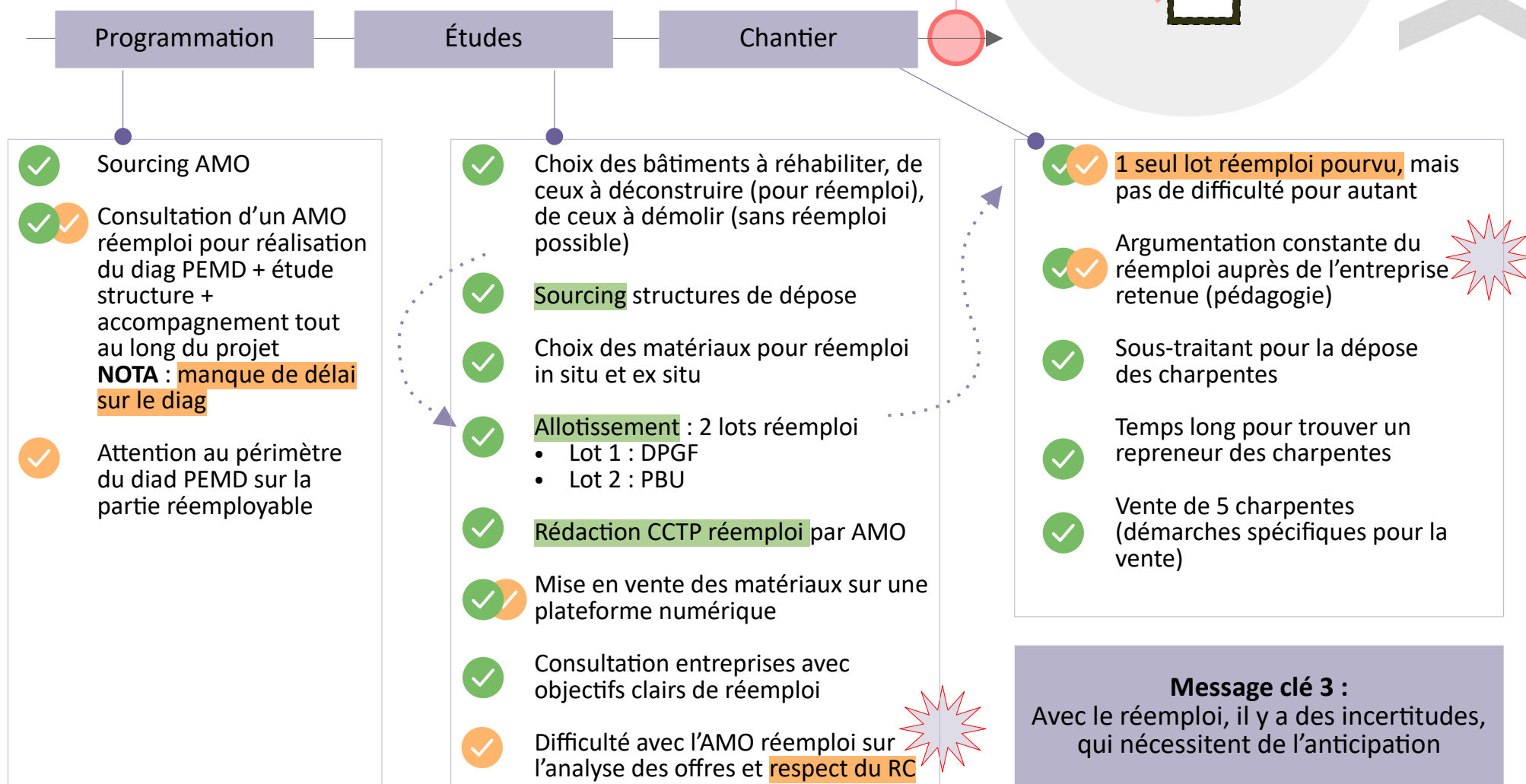
Message clé 2 :
Cette méthodologie permet d'assurer un résultat de réemploi

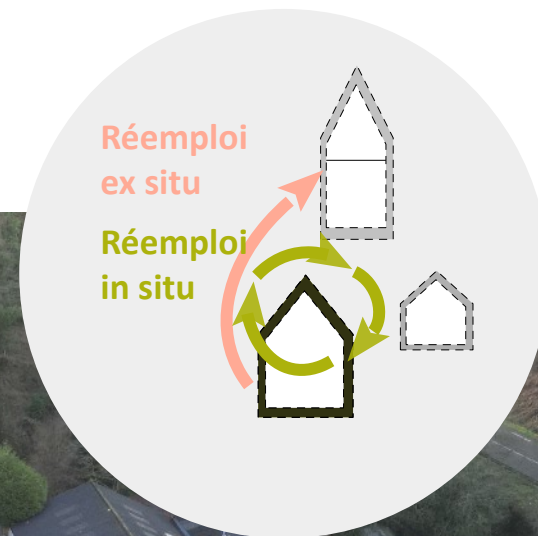


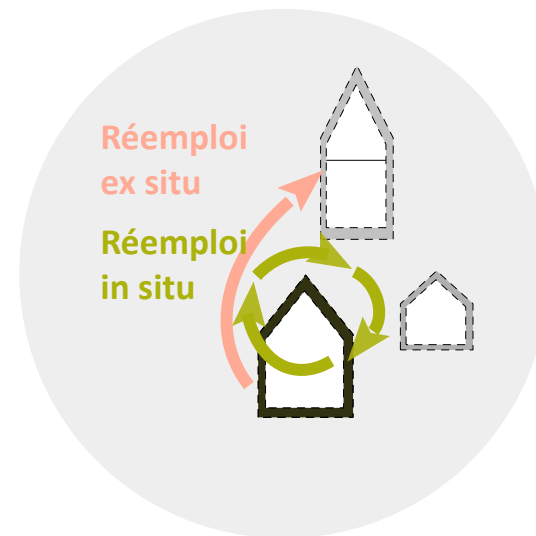


Sélection diagnostic ressource en concours					Synthèse PRO DCE			
Aménagement extérieur VRD			Quantité réemployées					
Localisation	Matériau		Qté	Poids Total [kg]	inerte	2nd œuvre	mobilier	Avis bureau de contrôle
Menuiseries								
Localisation	Matériau							Avis bureau de contrôle
Toilettes	Cloison amovible contreplaqué jaune	Totalité	10	158,0		158,0		Fiche produit Polyrey à trouver (pas besoin d'être AM4, peut passer mobilier à justifier en M3)
Toilettes	Cloison amovible contreplaqué jaune	Totalité	3,2	43,2		43,2		Idem
Circulations	Cloisonnements en plexiglass opaque	Dépose pour réemploi ex-situ ?	25	25,0		25,0		Pas possible en cloisonnement classe-circulation (sécurité incendie)
Salle de classe et de sieste	Rideaux occultant pâli par le soleil et rails	Totalité	0	0,0				Pas possible ou possible soit retrouver fiche technique soit faire un essai de réaction au feu
Salle de classe et étage	Rideaux pâlis par le soleil et rails	Totalité	0	0,0				Idem
Étage	Volet battant bois	Totalité	4	231,8		231,8		Pas d'avis
Toute porte	Anti pince doigt	Totalité	29	279,8			279,8	Porte en va et viens protection au public pas de normes ni contraintes particulières

2.5 Les friches Guyader, le réemploi structurel



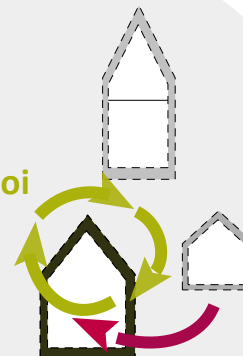




2.5 L'ameublement Totem, la technique d'achat sur mesure



Réemploi
in situ
Appro
Ext.



Définition
du besoin précis

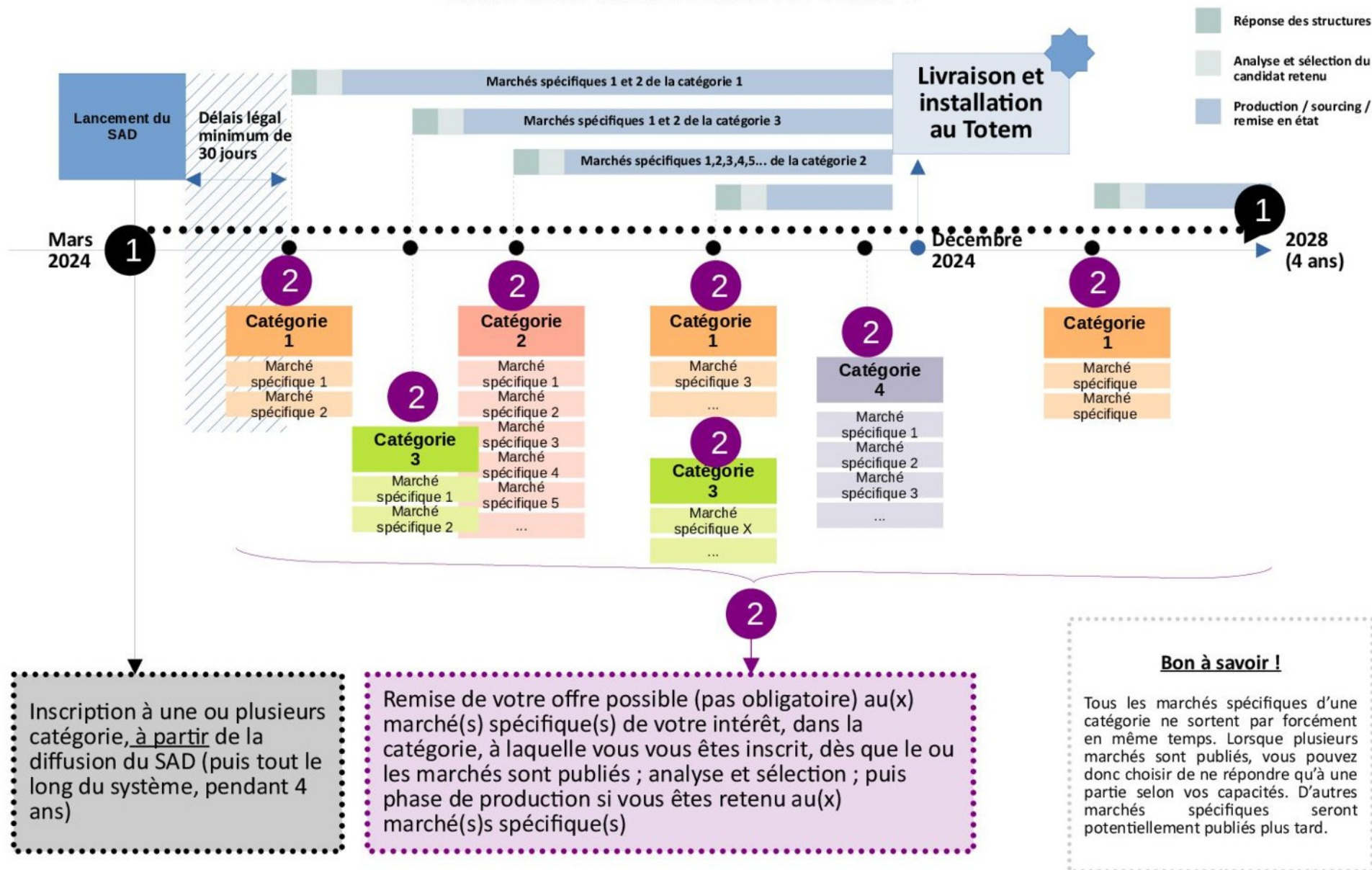
Sourcing
de 20 acteurs du réemploi



Choix d'une technique
d'achat adaptée : le système
d'acquisition dynamique



Acquisition de mobilier par système d'acquisition dynamique (SAD) - ORGANISATION DANS LE TEMPS -



3 Enseignements pour la commande publique



- 3.1 REX : Pièces marché - en phase études
- 3.2 REX : Pièces marché - en phase DCE



3.1 REX : Pièces marché - en phase études

Le réemploi dans les pièces marché (consultation MOE)

- Indicateur d'objectifs au programme
 - exemple : 3 familles de matériaux concernés minimum,
 - % du flux sortant de PEMD
 - Quels attendus phase par phase ?
 - Modulation d'objectifs éventuelle
- Encadrer la volonté de réemploi : Le MOA veut-il du réemploi in situ, ex situ et/ou approvisionnement ext. ? Le MOA dispose-t-il de stockage ?
- Indicateur au RC : Conseil prévoir un % de la note sur le réemploi (5% à 10 % selon ambition)
- Pénalités éventuelles au CCAP



3.2 REX : Pièces marché - en phase DCE

Allotissement

- 1 lot réemploi dédié ? 2 lots ?
- Quel périmètre de la mission ? (que dépose ? Dépose + conditionnement + vente ?...)

Les questions à se poser pour gérer les incertitudes face à un écosystème émergent et de nouvelles habitude de travail

- Qui prend en charge les matériaux abîmés durant la dépose ?
- Si le lot dépose réemploi est infructueux, qui gère les matériaux ?
- Si après l'événement de don ou de vente il reste des matériaux, que deviennent-ils ?
Quelle logistique, par qui ? Comment ? Dans quels délais ? ...
- Si je ne trouve pas de repreneurs, est-ce que je dépose quand même le matériau concerné ?

Le réemploi dans les pièces marché (consultation entreprises)

- Intégration des modalités et attendus réemploi au CCTP : Dépose, Conditionnement, Étiquetage, Repose, etc.
- Définir la réponse prix attendue (BPU ou DPGF)
- Assurance avec mention réemploi



Des acteurs pour vous accompagner



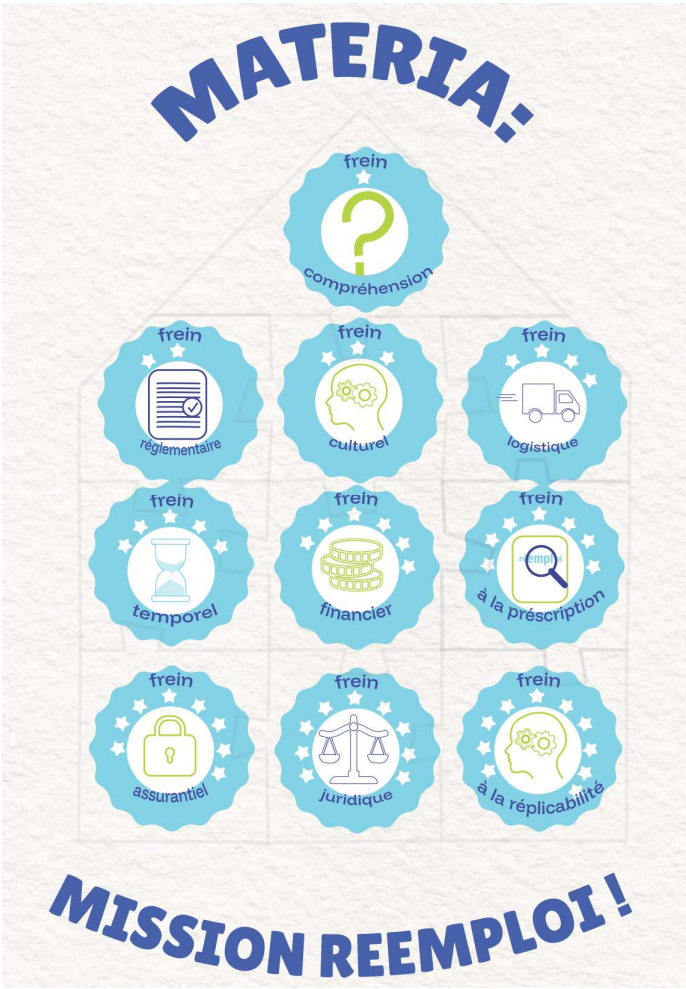
Le RESECO regroupe des collectivités et structures publiques du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, etc.) autour des achats responsables.

- Intègre le développement durable dans les politiques et pratiques d'achat.
- Anime des formations, ateliers et groupes de travail, REX.
- Met à disposition des outils, ressources et veille réglementaire sur les achats durables.
- Soutient les démarches territoriales d'économie circulaire et de commande publique exemplaire.



Serious game – 30'

Serious Game NORIA



Serious Game NORIA

Chemin de valeur d'un matériau sur un chantier

Matériaux neufs



Matériaux de réemploi



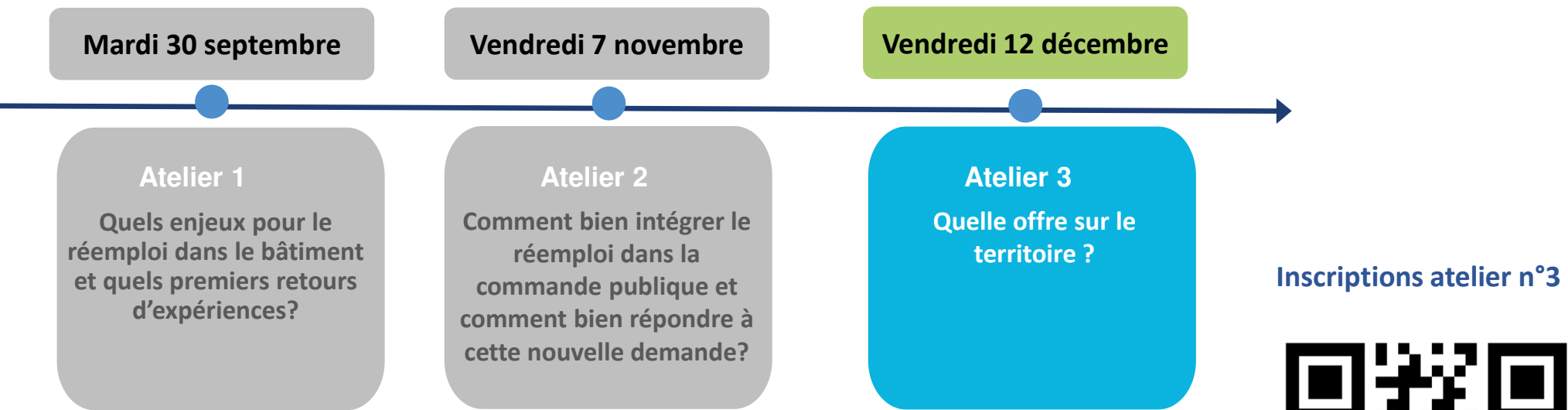


Echanges – 20'



Conclusion de la matinée

Et la suite ?



Inscriptions atelier n°3



Pour plus d'informations :
Eve Quillévére
Chargée de mission mobilité durable et transition écologique
Pôle métropolitain du Pays de Brest
eve.quillevere@pays-de-brest.fr